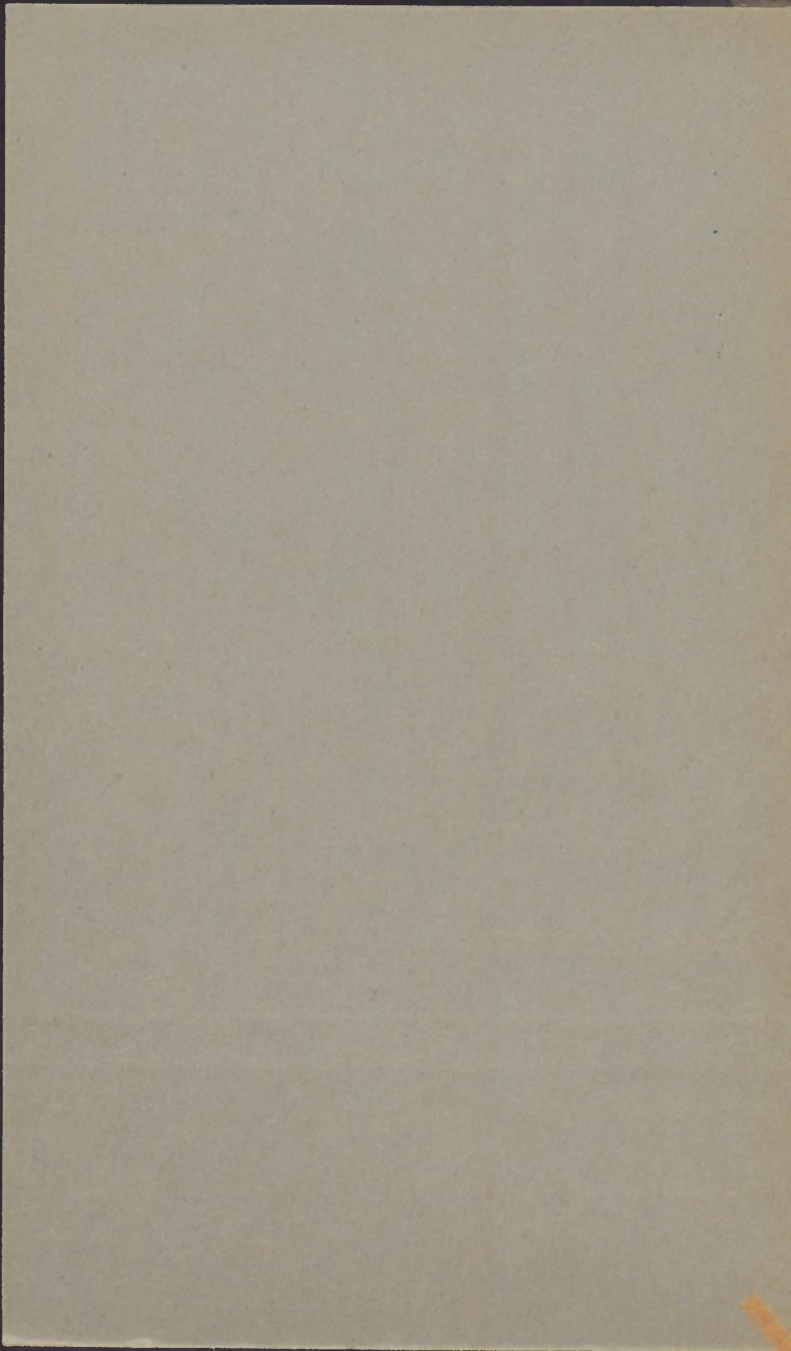


**Bibliothek  
des Instituts für Weltwirtschaft  
an der Universität Kiel**

**Broschürensammlung**

**Signatur**

**A** 5880





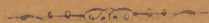
CONSIDÉRATIONS  
SUR LA  
**CRISE AGRICOLE**

Ses Causes et ses Remèdes

PAR

E. TIXIER-AUBERGIER

Ancien Président de la Société d'Agriculture  
du Puy-de-Dôme



PARIS

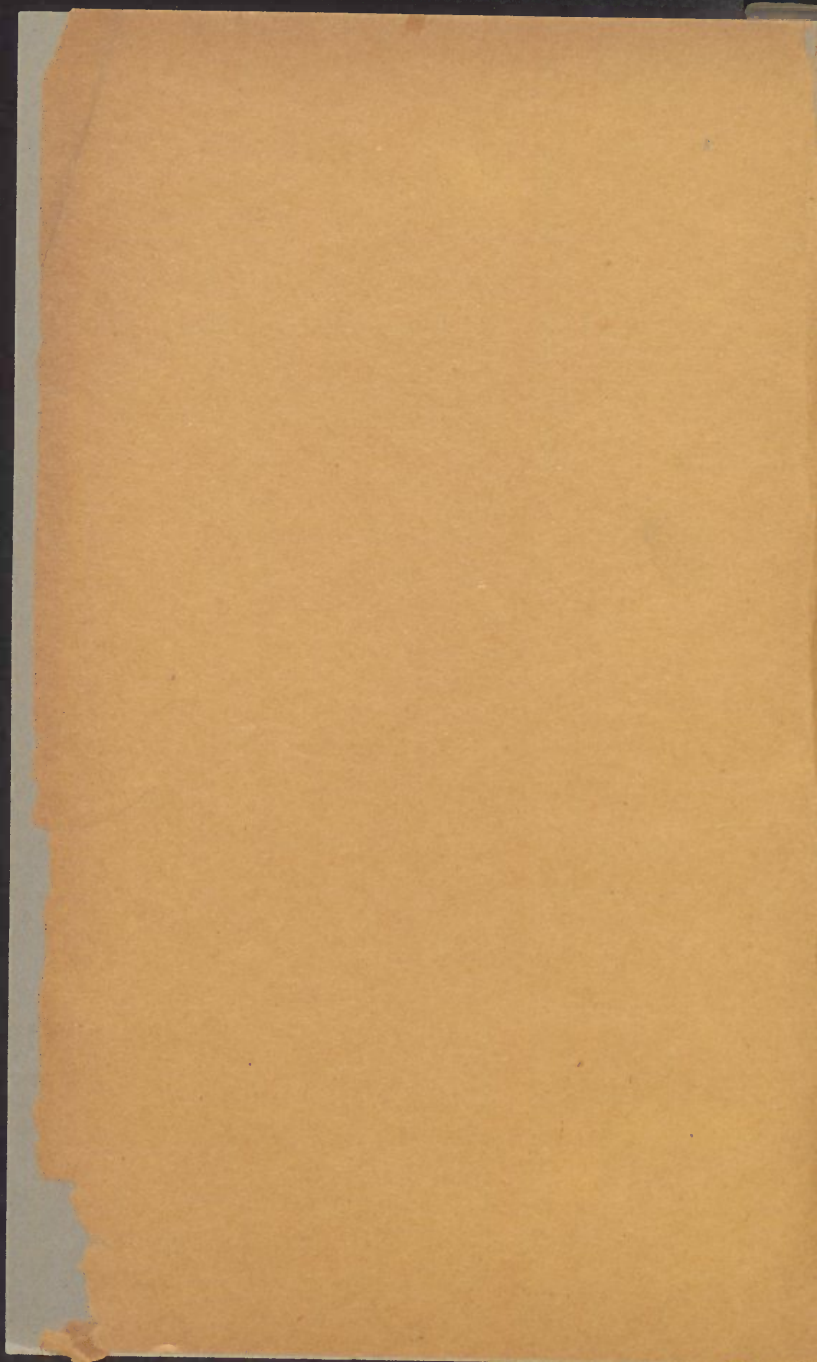
LIBRAIRIE GUILLAUMIN ET C<sup>e</sup>, ÉDITEURS

DE LA COLLECTION DES PRINCIPAUX ÉCONOMISTES, DE LA BIBLIOTHÈQUE  
DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, ETC.

44, rue Richelieu, 44.

—  
1895





*Hommage de l'Auteur*

# CRISE AGRICOLE

de l'Europe et des États-Unis

par J. B. L. L. L.

Paris, 1934





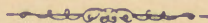
CONSIDÉRATIONS  
SUR LA  
**CRISE AGRICOLE**

Ses Causes et ses Remèdes

PAR

E. TIXIER-AUBERGIER

Ancien Président de la Société d'Agriculture  
du Puy-de-Dôme



PARIS

LIBRAIRIE GUILLAUMIN ET C<sup>ie</sup>, EDITEURS

DE LA COLLECTION DES PRINCIPAUX ÉCONOMISTES, DE LA BIBLIOTHÈQUE  
DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, ETC.

14, rue Richelieu, 14.

—  
1895



## \*AVERTISSEMENT DE L'AUTEUR

---

Les pages qui suivent ont été écrites à l'intention des cultivateurs ; elles ont paru presque intégralement dans la *Revue* que publie le Syndicat agricole du Puy-de-Dôme. Il n'y faudrait point chercher de savantes théories ni des faits nouveaux. On n'y trouvera que des explications très simples, données à ses voisins par un propriétaire exploitant, qui est en contact journalier avec les paysans, qui connaît leurs idées et leurs habitudes, leurs petits défauts et leurs grandes qualités. Aidé de son expérience personnelle, il s'est borné à soumettre au contrôle de l'observation les éléments complexes d'une situation qu'il convient de dégager nettement du chaos des discussions poursuivies entre protectionnistes et libres échangistes.

Tout le monde parle de la crise agricole. Nombre d'écrivains se plaisent à en discourir : combien en est-il qui soient allés l'étudier de près. A ce point de vue, l'auteur était bien placé pour recueillir des indications. Il s'est efforcé de les mettre à la portée du plus grand nombre, en les présentant dans un langage familier et sans prétention. Aussi était-il loin de s'attendre à l'accueil si favorable qui a été fait à cette modeste étude. Des amis, sans doute trop bienveillants, l'ont engagé à la réimprimer en brochure. Il aurait été utile de la retoucher avant de la soumettre à l'épreuve d'une plus grande publicité.



Cependant, malgré ses imperfections et ses lacunes, nous nous sommes décidé à lui conserver son caractère primitif, n'ayant nullement l'ambition d'écrire un traité de la crise. Certes, le sujet a une haute importance et une incontestable actualité; il y aurait tout intérêt à voir paraître sur la matière un ouvrage complet, signé d'un des noms qui font autorité dans la science agricole.

Quant à nous, nous avons simplement cherché à faire comprendre aux agriculteurs qu'ils sont témoins de la plus grande révolution économique qui se soit accomplie dans le monde depuis l'origine des sociétés civilisées, et que, pour ne pas en être victimes, ils doivent se mettre résolument à transformer leurs habitudes aussi bien que leurs procédés de culture. Il est urgent d'abandonner les vieux errements. Il importe de s'associer et de se grouper autour des Syndicats : c'est par l'association et la coopération qu'on arrivera à réaliser les réformes nécessaires.

Ces réformes ne produiront d'ailleurs leur plein effet que si nous savons résister aux entraînements du jour, fort inquiétants en ce qu'ils sont susceptibles d'amener la dépopulation des campagnes. Il faut faire des agriculteurs instruits; il faut surtout, par une éducation plus forte et mieux comprise, faire des hommes ayant conscience du devoir social.

Nous aurons atteint notre but, si cet opuscule contribue à répandre des idées qui doivent nous guider, parce que seules, croyons-nous, elles peuvent nous maintenir dans la voie de la prospérité.

Octobre 1894.

---

## INTRODUCTION

---

Pendant longtemps, l'Auvergne a été surtout connue du vulgaire comme le pays des ramoneurs et des marchands de charbon, de marrons ou de peaux de lapin. L'esprit satirique se donnait libre carrière à l'égard de nos compatriotes, êtres singuliers, ni hommes ni femmes, tous Auvergnats. On oubliait le nombre considérable d'illustrations que nous avons fournies à la patrie depuis Vercingétorix, ce héros de l'indépendance, jusqu'à Desaix, modèle si pur de la gloire militaire, en passant par Pascal dont le génie étonne par sa puissance et son originalité.

Les nobles traditions se continuent. Barante, Morny et Rouher étaient naguère nos représentants, et, si j'ouvrais le dictionnaire des contemporains, je trouverais, à la même lettre, Bardoux, Bouquet de la Grye, Bourget, etc., mais je ne veux pas parler des vivants de crainte d'être amené à une trop longue énumération.

Nos célèbres compatriotes, ce me semble, ont fait beaucoup pour notre gloire et moins pour notre renommée ;

ce ne sont pas ceux qui ont le plus contribué à rendre notre nom populaire. Le chancelier de l'Hospital ou le poète Delille, par exemple, sont des inconnus pour la foule; mais tout le monde connaît le charbonnier du coin, qui descend de nos montagnes pour y revenir avec un petit pécule après avoir vécu à la ville sans perdre le cachet du terroir.

Bientôt la légende de l'Auvergnat aura disparu avec les autres légendes, telles que les gasconnades et les bonnes histoires de Marseille. Depuis que les billets circulaires ont rendu les voyages si faciles et si fréquents, toutes les régions du territoire sont parcourues et visitées. On s'aperçoit qu'il y a partout des Français presque semblables en tous points et que les différences sont plus grandes dans la même contrée d'un habitant à l'autre qu'entre gens du Nord et du Midi, de l'Est et de l'Ouest. Les étrangers, familiarisés avec Clermont, conviennent que cette ville renferme un certain nombre de Parisiens; en revanche, le fait est constant, de véritables provinciaux sont nés dans la capitale et ne l'ont jamais quittée. Quels que soient le lieu de leur résidence et l'endroit de leur rencontre, les gens du monde, qui ont les mêmes usages et quelques idées communes, se reconnaissent immédiatement, sans avoir besoin de recourir aux signes mystérieux de la franc-maçonnerie: c'est ainsi qu'on est du même bateau.

Les habitants de la campagne n'ont pas encore pris le bateau: ils sont à peine dans le train; aussi restent-ils ignorés. Chaque année, les étrangers viennent en foule admirer nos sites si variés et si pittoresques ou chercher la santé dans nos stations thermales: touristes et bai-



gneurs passent sans s'inquiéter des cultivateurs, sans chercher à connaître leurs habitudes, leurs goûts et leurs idées. Il ne sera donc pas inutile, puisque nous devons parler du sol, de donner d'abord des renseignements sur les hommes qui le possèdent et le cultivent ; commençons par le propriétaire, nous passerons ensuite à la propriété.

Je vais présenter au lecteur un de mes voisins et amis, l'excellent père Mathieu.

### I. — UN PROPRIÉTAIRE AUVERGNAT

Le père Mathieu est très connu dans le pays. Il a du bien au soleil, il a aussi des écus ; mais personne n'en pourrait indiquer le nombre, car notre homme sait faire discrètement ses affaires et n'a pas l'habitude de les raconter aux voisins. Quand on lui dit qu'il est riche, il se contente de répondre : « J'ai de quoi me suffire en travaillant. » Et, de fait, il ne boude pas à l'ouvrage. Lorsqu'il va au marché, il ne craint pas de boire un coup avec des amis ; le dimanche, avant comme après la messe, il trinque volontiers. Mais, chez lui, il ne reste jamais les bras croisés ; si on ne le voit pas dans ses champs, c'est qu'il est occupé à la maison ; à peine a-t-il terminé une besogne, vite il en commence une autre.

Sa réputation de bon cultivateur s'étend au loin à la ronde. Il est conseiller municipal depuis 1848 sans interruption. Il n'a jamais voulu être maire, pour ne pas se faire d'ennemis, prétend-il. Il rend une foule de petits services. Il est au mieux avec les autorités : que peut-on refuser à un homme qui, pendant cinquante ans, a soutenu le gouvernement avec un dévouement inaltérable. Il

se fait un devoir d'assister à toutes les réunions et à tous les banquets. Il est toujours le délégué de la commune aux fêtes officielles et ses concitoyens sont fiers de l'avoir pour représentant.

Lorsqu'il fut question de créer des Syndicats, le père Mathieu était naturellement désigné pour présider un groupe. Je fus donc surpris de ne pas voir son nom sur les premières listes d'adhérents et plus étonné encore d'apprendre qu'il avait refusé sèchement, déclarant ne pas vouloir de « *cette manigance*. »

Il n'y avait point de succès à espérer dans la commune en présence de l'hostilité d'un personnage aussi considérable et aussi considéré. On me chargea d'invoquer nos vieilles relations d'amitié pour obtenir son adhésion.

Le père Mathieu est défiant ; il ne faut pas finasser avec lui. Je lui exposai, sans détour, la mission qui m'avait été confiée. Il se versa un verre de vin — nous étions à déjeuner — et après l'avoir dégusté : « Monsieur Edmond, me dit-il, on a plaisir à causer avec vous. Vous avez étudié dans les livres ; n'empêche que vous êtes un vrai paysan. Vous pouviez à peine trotter sur vos petites jambes que je vous voyais vous amuser dans les champs derrière les bêtes. Vous n'avez pas besoin de passer un bœuf sur la bascule pour dire ce qu'il pèse. Vos messieurs du Syndicat ne sauraient pas seulement distinguer le blé de l'avoine, quand il est en herbe. Il y a avec vous des professeurs nantis d'une bonne place ; pour avoir l'air de gagner leur argent, ils font semblant de s'occuper d'agriculture. Je suis trop vieux pour m'y laisser prendre. C'est l'instituteur qui a imaginé d'organiser un groupe afin de faire parler de lui et d'avoir de l'avancement. En voilà un



cultivateur ! qu'il apprenne à lire et à écrire aux gamins, je ne me mêle pas de sa classe. Quant à m'apprendre à soigner le bétail ou à cultiver la terre, va-t-en voir s'ils viennent. »

Et mon convive, épuisé par cette déclaration de principes, se versa une nouvelle rasade. Je connaissais l'homme : il était buté, j'aurais perdu mon temps à essayer de le faire changer d'idée. Je n'insistai pas et nous parlâmes d'autre chose.

Deux ans plus tard, je reçus un jour sa visite à l'improviste. — Et votre Syndicat, me dit-il, en me serrant la main, vous vous en occupez toujours ? — Mais oui, répondis-je, surpris de cette entrée en matière ; car depuis son refus si catégorique, nous avons évité d'un commun accord d'aborder ce sujet. Nous sommes six mille associés. Chaque jour il y a des inscriptions nouvelles. Nous aidons tout le monde du mieux que nous pouvons. On nous voit à l'œuvre et on vient à nous de proche en proche. Il y a cependant de braves gens qui restent à l'écart, les entêtés comme vous, sous prétexte que les messieurs ne leur en remontreront pas.

— Ne parlons plus de ça, reprit le père Mathieu un peu embarrassé ; je venais vous dire que j'ai une vigne où la vendange devient rare. Je l'ai pourtant fumée, je me suis acharné à la travailler, peine perdue ! vous ne pourriez pas envoyer quelqu'un voir si c'est le phylloxera.

J'aurais eu l'occasion belle pour prendre ma revanche et montrer l'utilité des Syndicats. Je ne voulus pas ajouter à l'ennui de mon vieil ami. Je me contentai de promettre que la vigne serait examinée.

Elle était phylloxérée. La partie la moins atteinte reçut



un traitement ; l'autre fut arrachée ; et, dès aujourd'hui, des plants américains, fournis par l'Association, y ont pris une luxuriante végétation.

• Le père Mathieu est *syndiqué* ; il préside un des groupes les *plus actifs du département*. Au dernier banquet organisé à l'occasion des élections, il s'est signalé par son entrain ; il a trinqué avec le Sous-Préfet. « J'ai toujours soutenu le Gouvernement, lui a-t-il déclaré. Je soutiendrai aussi les Syndicats. Je m'en étais défié. Vous n'en faites pas partie, ni le Juge de paix, ni le Percepteur, et, vous le savez, j'aime à me trouver en compagnie des Autorités. Mais il n'y a pas à dire : c'est la terre qui nourrit tout. Que ceux qui la cultivent s'entendent ; ils seront les maîtres et ils feront marcher les affaires. »

## II. — QUELQUES IDÉES DU PÈRE MATHIEU

J'avais cru devoir raconter l'histoire de la conversion du père Mathieu dans l'espoir que son exemple serait suivi. Peu de jours après, je le vis arriver.

— Ah ! ça, Monsieur Edmond, me dit-il, d'un air moitié content, moitié fâché, pourquoi m'avez-vous mis dans le journal ? Les gens de chez nous sont après moi ; je ne refuse jamais un conseil ou un renseignement, mais il m'est impossible de faire obtenir des secours, des faveurs et des places à tous ceux qui en sollicitent. Je ne vais plus être tranquille, si vous ne déclarez pas que je n'ai aucune influence. Pour être bien avec les Autorités, je m'en flatte : ce n'est pas d'aujourd'hui que je soutiens le Gouvernement. Nous autres, à la campagne, nous n'avons rien de mieux à faire ; nous ne demandons qu'à vivre tran-

quilles en travaillant. C'est pourquoi, sitôt un député nommé, je dis : Celui-là est le bon ; il peut nous rendre service. L'autre avait bien aussi de la bonne volonté, j'en conviens, mais il n'a pas le même pouvoir. Est-ce vrai, oui ou non ? Le plus malin n'essayerait pas de prétendre le contraire.

J'ai eu l'occasion d'aller chez le pharmacien, rapport à une de mes vaches qui était malade. Il s'avise de me plaisanter : — Paraît, père Mathieu, que vous allez être décoré ; il ne vous manque que deux banquets pour avoir droit au Mérite agricole. Vous arriverez bientôt, car vous ne craignez pas les bons dîners, hein ? — Je n'aime point qu'on se gausse de moi, et je lui réponds sur le même ton : « Qu'est-ce que ça peut vous faire à vous, faut-il pas que tout le monde vive. Vous voulez peut-être que je fasse gagner l'apothicaire plutôt que le boulanger et le boucher ; ça ne serait plus mon compte. » — Alors il s'est mis en colère et m'a crié : « Vous ne voyez donc pas que le journal s'est f...iché de vous. » — Ce n'est pas vrai, n'est-ce pas, Monsieur Edmond ? Vous ne voudriez pas faire de la peine à un homme qui vous a vu tout petit et qui a toujours été votre ami.

— Je protestai contre l'insinuation perfide du subtil pharmacien. Je déclarai à mon interlocuteur que je le tenais pour un brave homme, un bon cultivateur et un excellent citoyen, qu'il était à mes yeux le parfait modèle des habitants si honnêtes et si laborieux du pays d'Auvergne. Un peu réconforté par cet éloge chaleureux, le père Mathieu me reprocha d'avoir parlé de sa fortune.

— J'ai quelques sous, fit-il, je les ai amassés à grand peine, à force de travail et d'économie ; mais si ça continue,



il ne m'en restera guère pour la fin de mes jours. J'avais de la rente sur l'État 5 % ; on m'a d'abord rogné 0,50, et maintenant on ne me donnera plus que 3,50 ; c'est une perte de plus du quart. J'ai souscrit au Panama, j'ai encore les papiers que je céderais pas cher. Je me suis laissé aller à prêter à un voisin gêné qui me suppliait de le tirer d'embarras ; il m'a consenti une obligation chez le notaire, mais il ne peut pas payer régulièrement les intérêts. Enfin mon bien me rapporte de moins en moins, quelque soin que j'en prenne, et vous savez si je travaille dur ; en conscience, est-il permis de dire que je suis riche.

A propos, vous qui avez beaucoup étudié, vous devriez m'expliquer ce que signifie cette crise dont on parle tant. Il y a des gens pour prétendre que c'est la faute du Gouvernement. En voilà une bêtise ; c'est pas le Gouvernement qui fait pousser le blé. Je ne suis plus jeune, j'ai vu de tout temps des années bonnes et des années mauvaises, des saisons où il pleuvait et d'autres qui étaient sèches, des récoltes plus ou moins compromises par des accidents tels que la gelée ou la grêle. Cependant, pour sûr que les affaires ne marchent pas. Il doit y avoir des raisons, vous me feriez plaisir de me les expliquer.

— Vous êtes dans le vrai, ai-je répondu : il n'y a point d'effet sans cause. Mais ce n'est pas en quelques minutes de conversation que je pourrais vous montrer en quoi consiste exactement la crise, à quels phénomènes divers elle tient et quelle est la part d'influence de chacun d'eux.

— Eh ! bien, répliqua mon visiteur, mettez donc ça dans le journal ; nous le lirons, nous en causerons entre voisins, et je vous dirai ce qu'on en pense. Seulement n'allez pas chercher midi à quatorze heures. Nous autres



cultivateurs, nous ne nous inquiétons guère de la chimie, de l'azote, de l'acide phosphorique et autres chinoiserries inventées par les savants : parlez-nous simplement de ce que nous pouvons voir et comprendre.

Je promis au père Mathieu d'essayer de lui donner satisfaction. Une promesse est chose sacrée, et, pour n'y point manquer, j'ai été amené à écrire ce qui va suivre.

---

## CHAPITRE I

### Criterion de la Crise

Ainsi donc, père Mathieu, vous ne savez pas s'il y a vraiment une crise agricole et vous m'avez demandé de vous éclairer sur ce point. Partons ensemble à la découverte, puisque vous désirez vous instruire. Nous irons du connu à l'inconnu : en portant d'abord notre attention sur des faits certains, indiscutables pour tout le monde, nous arriverons peut-être à comprendre d'autres faits moins évidents dont la signification échappe aux gens qui ne prennent pas la peine de réfléchir.

#### A. — Dépréciation de la terre

Je vais commencer par vous poser une question à laquelle vous pourrez répondre sans grand effort. Vous tenez à garder votre bien, c'est entendu ; mais, en supposant qu'il vous prenne fantaisie de le vendre, trouveriez-vous à réaliser aussi facilement et à un prix aussi avantageux qu'il y a vingt ans ? Non, n'est-ce pas ; il s'en faut de beaucoup. Vos voisins sont dans la même situa-

tion que vous, et les voisins de vos voisins également. Parcourez la fertile Limagne, suivez les communes dont les côteaues sont couverts d'un riche vignoble ; allez jusque dans la haute montagne. Interrogez les habitants ; partout on vous dira : la valeur de la propriété rurale a baissé. En maint endroit de la plaine la setérée (1) se vendait jadis deux mille francs et il se présentait dix amateurs pour une parcelle ; aujourd'hui, dans cette région, il ne faut plus parler que de quinze cents francs. Il serait même difficile d'affirmer que c'est là le cours nouveau. Les propriétaires qui ne sont pas obligés de vendre acceptent cette estimation. Mais des ventes ont eu lieu à un taux inférieur et des poursuites en expropriation ont abouti à des résultats dérisoires. On vous montrera des champs achetés autrefois très cher qui viennent de se donner pour un morceau de pain.

Dans le vignoble, où on ne marchandait pas à trois et quatre francs la toise (2), suivant la contrée, il faut afficher le moindre lopin de vigne un temps indéfini avant d'arriver à une transaction, heureux quand on n'est pas obligé pour conclure de réduire sa prétention d'un quart ou d'un tiers. En montagne, on traitait couramment sur le pied de 400 francs la tête d'herbage, maintenant on est content de se débarrasser à 250 ou 300 francs (3).

A quoi tient cette baisse si accentuée, si caractéristique?

(1) Mesure variable suivant les localités. Elle vaut 40 ares dans la région dont il s'agit.

(2) Quatre mètres carrés.

(3) Dans les monts Dore et monts Dôme où règne l'industrie pastorale, on apprécie la valeur des pâturages d'après le nombre de têtes de bétail qu'ils peuvent *estiver* c'est-à-dire nourrir pendant la belle saison.



Vous me le direz quand nous aurons terminé nos recherches. Bornons-nous à constater pour le moment qu'on ne peut l'attribuer à la terre elle-même. Jamais elle n'a été en meilleur état; jamais on n'a aussi bien cultivé; jamais on n'a employé des instruments aussi perfectionnés, des engrais si abondants et si variés. Le bétail est mieux soigné. Les vignes sont admirablement tenues. D'une manière générale il est permis d'affirmer que la propriété en soi a progressé. Il y a des chemins qui permettent de l'exploiter plus commodément et à moins de frais : les moyens de transport abondent soit pour écouler les produits soit pour importer ce qui est nécessaire, utile ou agréable.

La situation est caractérisée par deux faits aussi certains et aussi évidents l'un que l'autre, bien qu'il semble difficile de les concilier : 1<sup>o</sup> la valeur réelle, absolue de la terre a augmenté ; 2<sup>o</sup> sa valeur vénale, marchande a diminué. Telle est la vérité, et il faudrait s'obstiner à fermer les yeux pour ne pas la voir.

Cet état de choses n'est pas particulier au Puy-de-Dôme. Notre département est loin d'être le plus mal partagé; au contraire, on doit le classer dans la catégorie des moins éprouvés. Le sol généralement fertile donne en abondance les productions les plus variées dans les trois régions de la plaine, des collines et de la montagne.

Le vignoble a pris une importance considérable et nos vignerons ont eu l'heureuse chance de vendre leur vin à de gros prix pendant que le Midi était ravagé par le phylloxera. En outre, le développement des stations thermales a créé une nouvelle source de richesses. Chaque année les étrangers apportent et laissent une jolie somme

d'argent, au Mont-Dore, à la Bourboule, à Royat, à Châtel-Guyon, à Saint-Nectaire et à Châteauneuf ; toute la contrée en profite comme d'une manne bienfaisante.

Dans ces conditions favorables, notre pays, cela s'explique, a moins souffert que d'autres pays, le Nord ou l'Est, par exemple. La dépréciation de la propriété a un caractère d'absolue généralité dans toute la France, mais elle varie d'une région à l'autre. D'après les renseignements les plus sérieux et les plus précis, elle oscillerait en moyenne de 25 à 35 pour cent.

Quand un particulier dissipe sa fortune par des prodigalités, sa ruine profite à d'autres. L'argent change simplement de mains : il passe d'une poche percée dans la bourse des hôteliers, tailleurs, marchands de chevaux et autres fournisseurs. La richesse générale n'est pas diminuée, et, selon le cours ordinaire des choses, il y a toujours des gens qui s'appauvrissent pendant que d'autres s'enrichissent. Mais s'il arrive, comme on le constate aujourd'hui, que la valeur de la propriété rurale baisse sur tout le territoire d'une extrémité à l'autre, ce fait devient une calamité publique ; tout le monde perd et personne ne gagne.

Une simple remarque vous permettra d'apprécier l'étendue du désastre. Votre commune, qui a d'excellents terrains, couvre une superficie de treize cents hectares environ. L'hectare valait bien au bas mot trois mille francs, vignes, prés et terres, ce qui faisait pour l'ensemble trois millions neuf cent mille francs. Personne n'aurait voulu vendre au prix que j'indique. C'est avec intention que je reste au-dessous de la vérité pour vous montrer que, loin d'exagérer, j'atténue plutôt. En ne parlant pas des bâti-



ments et en admettant une baisse de vingt-six pour cent, vous avez perdu un million.

S'il advenait — Dieu nous préserve d'un pareil malheur fort invraisemblable d'ailleurs, grâce à notre organisation militaire et au courage de nos soldats — s'il advenait que la France, appelée à défendre ses frontières, fût trahie par la fortune des armes et qu'un ennemi triomphant vînt dans votre localité exiger une rançon d'un million, vous seriez tous dans la désolation et vous vous croiriez à deux doigts de la ruine. Eh bien ! en pleine paix et pour ainsi dire à votre insu, ce million vous a été enlevé. Il y a en France, veuillez y réfléchir, plus de trente-six mille communes qui ont subi une perte du même genre !

Pensez-vous qu'un fait si considérable, si anormal puisse se produire sans entraîner aucune conséquence fâcheuse ? N'est-il pas de nature à amener une perturbation profonde dans la situation ? Cessez donc de vous étonner quand vous entendrez parler de la crise agricole : elle existe aussi vrai que deux et deux font quatre.

#### **B. — Caractère anormal de la baisse**

Vous vous rendez parfaitement compte de la dépréciation subie par la terre ; mais vous êtes surtout curieux de savoir pourquoi la baisse s'est produite. Prenez patience. Si j'essayais de tout vous expliquer à la fois, je risquerais fort de tout embrouiller et de ne rien vous apprendre. Je veux d'abord montrer en quoi consiste la crise et mettre en lumière son trait caractéristique. Nous verrons ensuite ses différentes causes ; enfin nous examinerons les remèdes pour savoir s'il en est de plus ou moins



efficaces. J'espère que nous nous entendrons sur tous ces points. J'ai de nombreuses explications à vous donner ; je les présenterai sommairement une à une.

Vous allez comprendre qu'il est nécessaire de procéder ainsi. Quand vous avez un fagot à utiliser, vous ne le prenez pas en entier. Vous le déliez et vous séparez les branches que vous brisez facilement, tandis que si elles étaient attachées ensemble, vous vous efforceriez vainement de les rompre. Il en est de même du faisceau de preuves que j'entends vous fournir. Nous diviserons les arguments, nous les aborderons tour à tour et nous en viendrons successivement à bout sans aucune peine.

Donc la valeur de la terre a baissé : ce premier point est bien établi. On serait tenté de croire et de dire que toute marchandise subit des fluctuations dans ses cours, que le blé, le vin et le bétail se vendent tantôt cher, tantôt bon marché, et qu'il doit en être de même de la terre. Cette idée se présente naturellement à l'esprit, le raisonnement est si simple qu'il paraît irréfutable. En réalité, il ne tient pas debout, il manque de base.

La terre, sachez-le, n'est pas une marchandise ordinaire. Je pourrais le démontrer en étudiant le régime de la propriété foncière à travers les âges chez les principaux peuples. A l'appui de l'argumentation historique j'aurais à invoquer la théorie des différentes écoles anciennes et modernes, françaises et étrangères. Vous connaissez plus ou moins Jean-Jacques Rousseau, Proudhon, Thiers, Le Play, Karl-Marx, Lafargue, Guesde, Henry George, etc. Ces auteurs et tous les autres sont loin d'être d'accord, aucun ne saurait contester que la terre a une fonction essentielle qui est de nourrir l'homme, de fixer et de carac-

tériser la race. Quel que soit le lieu où l'homme se trouve placé, il faut d'abord et avant tout qu'il pourvoie à sa subsistance ; son genre de vie sera différent suivant qu'il habitera la plaine ou la haute montagne, le bord de la mer ou l'intérieur des continents. Prenons par hypothèse deux peuples ayant la même origine ; supposons-les dotés des mêmes institutions et parvenus au même degré de civilisation, allant se fixer l'un autour de l'équateur et l'autre dans les régions glacées du Nord ; après quelques générations on constatera de grandes différences entre les deux peuples jadis semblables.

Je vous signale en passant cette question qui a la plus haute portée philosophique et sociale. Mais je n'aurais garde d'insister, puisque je dois vous parler simplement de ce que vous pouvez voir et vérifier. Je connais votre robuste bon sens et la rectitude de votre jugement. D'un autre côté, vous avez dans les veines du sang des fiers Arvernes, vos ancêtres, et vous êtes patriote. Je suis donc certain d'être compris en disant : le sol c'est la patrie. Pour assurer sa défense, nous donnons ce que nous avons de plus cher, nos enfants. Si la terre n'était qu'une marchandise, nous ne serions pas inconsolables de la perte de l'Alsace et de la Lorraine ; car nous avons payé à l'Allemagne l'énorme indemnité de guerre de cinq milliards, et nous nous en souvenons à peine. Mais, dès qu'on touche au sol, nous nous sentons atteints comme dans une partie de nous-mêmes.

Il est d'une importance capitale pour un pays que son territoire soit mis en valeur et bien cultivé ; il n'importe pas moins que ceux qui consacrent à la terre leur travail, leur intelligence et leur argent, reçoivent une juste rému-

nération, réalisent un légitime bénéfice. La ruine de l'agriculture entraînerait nécessairement et rapidement la décadence : les savants, les hommes d'Etat, les penseurs, tous les esprits réfléchis s'accordent pour reconnaître que les campagnes constituent le grand réservoir où se conservent et s'alimentent les forces vives de la nation.

Depuis des centaines d'années, la propriété foncière a toujours gagné en plus-value. Les économistes se sont ingénies à déchiffrer et à expliquer les vieux parchemins sur lesquels les anciens titres sont écrits ; ils ont eu la patience de compulser les actes des notaires et les registres du contrôle. Ils sont parvenus à mesurer l'accroissement de valeur pris dans chaque siècle ; je vous fais grâce de tous ces calculs qui ne vous intéresseraient guère. Vous pouvez d'ailleurs vérifier vous-même l'exactitude de la loi de plus-value. Dans votre jeunesse, les terrains de votre commune n'avaient pas la valeur qu'ils ont acquise plus tard. Votre père n'aurait pas donné à ces terrains la même estimation, et du temps de votre grand-père les prix étaient encore moins élevés.

Il fut une époque où les Romains, après avoir conquis et civilisé le monde connu, notamment l'Auvergne, découragèrent l'agriculture par des impôts excessifs. Pour se soustraire aux exigences du fisc, les cultivateurs abandonnèrent la terre devenue une charge. La décadence fut prompte et les Barbares se partagèrent l'empire. Vainqueurs, les nouveaux venus ne voulaient pas s'astreindre à travailler. Afin de tirer parti de leurs conquêtes, ils prirent des esclaves ; ils leur accordèrent une certaine liberté et divers avantages, à la condition de rester attachés à l'exploitation ; ils en firent les serfs de la glèbe. Il y a de



cela plus de mille ans. Depuis lors, jusqu'à ces dernières années, le prix de la propriété rurale est toujours allé grandissant malgré les guerres et les révolutions. Tantôt lent, tantôt rapide, suivant les événements et le progrès, son essor a été incessant ; jamais il n'a été aussi remarquable que pendant le dix-neuvième siècle.

Aujourd'hui, il n'y a plus ni esclaves, ni serfs. Il n'y a que des citoyens, jouissant des mêmes droits, tout le monde le sait, et tenus aux mêmes devoirs, ce qu'on oublie trop facilement. La terre peut s'acheter et se vendre librement ; il n'est même pas nécessaire d'être Français pour la posséder : à mon avis, c'est peut-être un tort de ne prendre aucune précaution à l'égard des étrangers. Longtemps, fort longtemps, la propriété a constitué le placement le plus sûr et le plus avantageux. On ne craignait pas de l'acheter cher et, par suite de la plus-value normale, il se trouvait au bout de peu d'années qu'on avait réalisé une excellente affaire. Beaucoup de gens, se basant sur l'expérience du passé, escomptaient les profits à venir ; ils se rendaient acquéreurs sans avoir les fonds pour solder le prix. Tout a bien marché tant que l'augmentation de valeur s'est continuée. Le jour où la baisse est arrivée, au lieu du bénéfice attendu, c'est une perte qu'il a fallu subir. Toutes les prévisions ont été bouleversées ; de là des mécomptes, des liquidations forcées qui ont accentué la dépréciation et dont le contre-coup a été ressenti par voie de répercussion de proche en proche.

Avez-vous suivi mes explications un peu longues, bien que j'aie cherché à les abréger ? Il s'en dégage deux faits très importants : la propriété a baissé de prix et elle a baissé au moment où tout le monde croyait à la hausse,

où une augmentation devait se produire en vertu de la loi de plus-value. C'est là le signe évident et le trait caractéristique de la crise. Pourquoi ce revirement si soudain, si imprévu, a-t-il eu lieu ? Il tient à des causes multiples : nous les passerons en revue.

---

## CHAPITRE II

### Causes diverses de la baisse. — Causes accidentelles

Je ne voudrais pas sortir du cadre que vous m'avez tracé vous-même, père Mathieu. Il n'était sans doute pas nécessaire de remonter aux Romains pour vous faire comprendre que la terre n'est pas une marchandise ordinaire et que son prix doit toujours augmenter dans un pays en proportion du développement de la richesse publique. Néanmoins j'aime mieux avoir dépassé le but que de ne pas l'avoir atteint. Je voulais imprégner votre esprit de cette idée que la valeur de la propriété a baissé alors qu'on s'attendait à la hausse. Cette double proposition est d'une rigoureuse exactitude et d'une grande simplicité.

La vérité, remarquez-le, est toujours simple. Celui qui possède une vérité s'étonne qu'on puisse l'ignorer ou la mettre en doute : pourtant il a fallu des siècles pour faire pénétrer dans la masse du peuple des idées aujourd'hui

élémentaires pour les enfants eux-mêmes. Le patrimoine de l'humanité et de la civilisation s'accroît lentement; tous les réformateurs si nombreux à l'heure présente, qui proposent de transformer le monde avec des textes de lois, sont des rêveurs inutiles, quand ils ne sont point des brouillons dangereux. Vous et vos voisins, vous êtes des gens pratiques; vous ne vous payez pas de mots, vous ne vous perdez pas dans la chimère. Vous ne vous préoccupez que des faits. Or, il est un fait qui vous touche, qui vous inquiète, et dont vous désirez avoir l'explication. Pourquoi la propriété rurale a-t-elle été dépréciée au moment même où l'argent était devenu plus abondant et où les valeurs mobilières avaient doublé les fortunes. Il y a des raisons très nombreuses et très différentes qui concordent toutes pour expliquer ce déplorable résultat.

On peut en effet distinguer des causes sociales, politiques, économiques, et des causes purement accidentelles.

Parlons d'abord de ces dernières : ce sont les plus simples et les moins importantes. Elles ne sont pas durables mais temporaires : si fâcheux que soit leur effet, il ne sera que passager. Ajoutons qu'elles sont indépendantes de la volonté humaine : elles échappent à l'action des hommes considérés individuellement et ne peuvent guère être influencées par les mesures administratives prises au nom de l'Etat. Elles constituent un accident fortuit, un malheur qu'il faut se résigner à subir sans perdre courage avec l'espoir de voir le retour d'une meilleure fortune.

Vous m'avez dit que de tout temps il y avait eu et qu'il y aura toujours des récoltes abondantes et des récoltes médiocres : c'est la vérité. Il n'en est pas moins certain



que nous venons de traverser une période particulièrement mauvaise. Dans les vingt dernières années, on n'en pourrait guère trouver que deux de production complète pour l'ensemble du territoire: 1874 et 1882. Pendant les autres, les divers départements n'ont pas également souffert: cependant, par une coïncidence extraordinaire, par une malchance rare, il y a toujours eu des mécomptes, tantôt pour les céréales, tantôt pour les fourrages et plus encore pour la vendange. La France est par excellence le pays du vin. Des fléaux inconnus sont venus en foule s'abattre sur la vigne. Je me bornerai à citer le mildew, l'antrachnose et le plus redoutable de tous, le phylloxera. Cet insecte, si petit et si terrible, ne compromet pas seulement une récolte, il s'attaque aux racines et finit par détruire le cep.

On prétend souvent que le malheur des uns fait le bonheur des autres. La ruine du Midi, c'est incontestable, nous a momentanément enrichis. Prenons garde, nous sommes menacés à notre tour. Le Midi, qui a reconstitué son vignoble, va prendre sa revanche. On commence à s'en rendre compte dans nos campagnes. Le temps n'est plus où j'avais à défendre notre dévoué professeur départemental, qui ne plaint pas sa peine et qui multiplie ses services avec un zèle infatigable. Maintenant tout le monde lui rend justice. Au début, on méconnaissait ses intentions: beaucoup de vigneronns l'accusaient de vouloir leur nuire en dépréciant leurs biens et menaçaient de l'accueillir à coups de pierres.

A dire vrai, ces vigneronns étaient un peu excusables. Ils avaient pu entendre un des gros personnages du pays déclarer en pleine séance du Conseil général que le phylloxera n'existait pas et que si certaines vignes étaient malades,

cela tenait d'une part à ce que les propriétaires ne savaient pas les soigner et, d'autre part, à ce que les agents de l'Administration les abîmaient par un traitement absurde. Cette affirmation, aussi puérile que solennelle, n'a pas suffi pour arrêter les progrès de l'insecte dévastateur dont l'existence était malheureusement trop réelle. Retenez bien ce que je vais vous dire pour vous en souvenir plus tard : si tous les vigneronns n'associent pas leurs efforts, s'ils ne rivalisent pas d'ardeur et de bonne volonté pour lutter contre le fléau, s'ils ne se hâtent pas d'introduire des plants américains, le vignoble traversera une épreuve, un temps de misère dont la seule perspective me désole. Je le déclare aussi sincèrement que je le pense ; mais je donnerais de bon cœur quelque chose de ma poche pour que les événements démentent mes prévisions. Puissé-je être mauvais prophète ! surtout puisse le sentiment du danger amener l'union, susciter une émulation dans la défense qui permette d'enrayer le mal et d'en conjurer les funestes effets.

Vous rappelez-vous cette histoire merveilleuse que vous lisiez à l'école dans votre enfance : Joseph vendu par ses frères et emmené en Egypte, est appelé devant Pharaon qui avait vu en songe sept vaches grasses dévorées par sept vaches maigres. Il lui annonce sept années de disette. Nous sommes dans une période semblable à celle prédite par Joseph : en ce qui concerne spécialement l'Auvergne, nous avons à en craindre une plus mauvaise encore pour le vignoble. Sachons nous préparer et prendre nos précautions.

Les alternatives d'abondance et de disette sont vieilles comme le monde, mais aujourd'hui elles n'entraînent

plus les mêmes conséquences : les effets en sont différents soit pour les producteurs soit pour les consommateurs. Jadis chaque pays devait se suffire. Quand il y avait une bonne récolte, tout le monde était satisfait ; si la récolte était insuffisante, il y avait plus de misère dans le peuple, mais les cultivateurs souffraient moins en raison de l'élévation des prix. Maintenant que se passe-t-il : on n'a plus à craindre la famine ; seulement l'agriculture ne gagne guère quand la production est normale, et elle perd beaucoup lorsque les récoltes sont diminuées par quelque accident. Il n'y a plus d'aussi grands écarts dans les prix d'une année à l'autre. La valeur de la plupart des denrées agricoles tend à fléchir et à devenir égale dans tous les pays de l'univers. C'est là un phénomène nouveau sur lequel j'appelle votre attention. Il a contribué à précipiter la crise, à lui donner un caractère d'extrême gravité. Je vous le montrerai en traitant des causes économiques.

---

### CHAPITRE III

#### Causes économiques

Je vais probablement vous étonner : un des principaux facteurs de la crise, c'est le progrès. Oui, je l'affirme et je le prouverai, le progrès est en partie cause de notre malheur ; mais je me hâte d'ajouter que s'il a contribué à



amener la situation pénible dont souffrent les cultivateurs, il peut et doit nous aider à en sortir. Vous êtes un ancien, père Mathieu, vous avez été témoin des grands changements accomplis depuis cinquante ans : résumons-les en quelques mots pour ceux de vos voisins qui appartiennent à la jeune génération.

Autrefois il n'y avait point de chemins de fer et presque pas de routes ; les transports étaient difficiles et coûteux. Chaque pays devait se contenter à peu près exclusivement pour sa consommation de ce qu'il pouvait produire. Dans les campagnes, on ne mangeait que du pain de seigle là où le sol et le climat ne favorisaient pas la culture du froment ; s'il n'y avait pas de vignes à proximité, il fallait se passer de vin ; on n'en buvait que dans les grandes occasions. Il n'y a pas si longtemps que le vin était transporté dans des outres à travers la montagne ; nombre de gens ayant encore bon pied, bon œil, se rappellent avoir vu les provisions amenées à bât aux célèbres foires de Brion (1). Chaque pays étant forcé de se suffire, la nourriture et le genre de vie variaient d'un endroit à l'autre. Suivant les régions, on pouvait voir, à côté du pain, le maïs, le sarrasin, l'avoine ou la châtaigne jouer un rôle important dans l'alimentation.

A cette époque, les propriétaires mettaient leur gloire à produire un peu de tout ; ils s'appliquaient à trouver chez eux ce qui pouvait leur être nécessaire. Quand ils étaient à l'aise, ils ne craignaient pas d'acheter un morceau de vigne loin de leur demeure, s'il n'en existait pas dans leur commune ; ils voulaient des noyers pour obte-

(1) Village situé dans le massif des monts Dore.

nir de l'huile avec les noix, un coin de bois pour y prendre leur chauffage. Ils faisaient filer et tisser la laine des moutons pour se vêtir. En ce temps-là, il s'agissait moins de vendre beaucoup que de peu acheter. Si les recettes étaient faibles, les dépenses étaient réduites au minimum.

Quand on avait réalisé quelque argent à la foire ou au marché, on le mettait soigneusement de côté. On ne se déplaçait guère, car il n'était pas facile de voyager. Au village les cabarets étaient rares, chacun restait chez soi; on se réunissait en famille pour les fêtes patronales et dans les circonstances solennelles : mariages, baptêmes, etc. Les habitudes étaient simples, réglées par une stricte économie; malgré la modicité des bénéfices réalisés, il y avait dans toute maison bien conduite, une cachette quelque part renfermant un sac d'écus.

C'est le 7 mai 1855 — il n'y a pas encore quarante ans — que le chemin de fer a été ouvert jusqu'à Clermont. Vers la même époque on commençait l'exécution d'un programme de chemins vicinaux destinés à relier toutes les communes aux grandes voies de communication, routes nationales et départementales. A partir de ce moment, les échanges se multiplièrent. Des commerçants avisés s'aperçurent que des marchandises, abondantes dans une région, s'y vendaient à bas prix, tandis qu'elles étaient rares et chères ailleurs. Ils mirent à profit les nouvelles facilités de transport pour amener les produits du lieu où on les offrait aux marchés où ils manquaient. Il s'établit un mouvement de va et vient incessant et toujours grandissant; les marchandises circulèrent, et avec les marchandises circula aussi l'argent qui en représentait la valeur.

Toutes les régions agricoles n'ont pas les mêmes cul-

tures, les établissements industriels sont irrégulièrement répartis sur le territoire. Il y a des contrées où l'on trouve le charbon, où l'on fabrique le fer et l'acier, d'autres qui sont couvertes de forêts, des plaines ensemencées en blé, des vallées et des montagnes riches en pâturages, des départements plantés en vignes, etc. Tous ces pays divers, mis en communication par les chemins de fer, devinrent respectivement les uns pour les autres des débouchés et des centres d'approvisionnement.

Il y eut une période de magnifique expansion. Au fur et à mesure qu'une région était reliée au réseau des voies ferrées, elle participait aux avantages qui découlent de l'échange des marchandises.

Elle devenait privilégiée par rapport aux régions non encore pourvues des mêmes facilités. Sa situation s'améliorait. La multiplicité des transactions rendait l'argent plus abondant. L'aisance se développait, et la terre gagnait en plus value.

Cependant le progrès ne s'arrêtait pas, il continuait à s'étendre. Peu à peu, tous les départements étaient sillonnés par le chemin de fer ; la France entière se couvrait d'un immense réseau de voies ferrées, de voies d'eau et de voies de terre qui portait à son comble l'activité commerciale. Le jour où cette œuvre gigantesque a été accomplie, — il ne reste pas grand'chose à faire pour la couronner, — la concurrence est devenue générale parce qu'elle a pu s'établir malgré les distances, eu égard à la rapidité et au bon marché des transports. Dès lors les prix ont tendu à baisser et à se niveler partout. Une mauvaise récolte les faisait-elle hausser sur un point, le commerce, toujours à l'affût d'un bénéfice à réaliser, se hâtait



de s'approvisionner là où la récolte avait été abondante, et il venait offrir la marchandise sur les marchés où elle était rare. Dans ces conditions, les cultivateurs éprouvés par des accidents, par la grêle, la gelée ou la sécheresse, commencèrent à avoir des mécomptes, à subir de plus grosses pertes. A la différence de ce qui avait lieu au temps où chaque pays devait se suffire, les agriculteurs n'étant plus seuls vendeurs, devinrent impuissants à régler les cours ; ils n'eurent plus le moyen de se dédommager de l'insuffisance de la production par le plus haut prix du produit.

Par suite de la transformation économique dont je me suis borné à esquisser les traits essentiels, les cultivateurs se sont vu enlever le monopole de la fourniture des marchés dans leur voisinage. Ils ont été mis dans la nécessité de lutter d'abord avec leurs concurrents français, puis avec les producteurs du monde entier.

En effet, le progrès qui s'est réalisé sous vos yeux, a été plus considérable encore dans d'autres pays moins avancés en civilisation que la France. En Amérique, par exemple, d'immenses espaces, incultes et déserts, ont été traversés par des chemins de fer le long desquels des agriculteurs hardis et entreprenants se sont installés à leur convenance en payant pour être propriétaires une redevance insignifiante. Ils achetaient un vaste domaine avec une somme inférieure au prix d'un hectare chez nous. Ils opéraient sur des terres neuves, n'ayant rien coûté, et ne supportant pour ainsi dire aucune charge. Sachant se servir des machines et d'un outillage perfectionné, ils obtenaient des récoltes abondantes à peu de

frais et ils pouvaient livrer leurs produits à un bon marché sans précédent. Ces produits, achetés par des spéculateurs, étaient amenés en France ; ils venaient faire concurrence aux nôtres. C'est ainsi que les blés étrangers, accumulés dans les entrepôts, ont pesé sur les cours, et, bien que nous n'ayons pas eu cette année une récolte exceptionnelle, on a vu les prix descendre à vingt francs le setier (1).

Vous vous défiez des savants, mon vieil ami. Vous ne vous inquiétez pas de l'économie politique. Mais vous en faites, comme M. Jourdain faisait de la prose, sans le savoir. Je viens de vous expliquer un phénomène économique qui sera mémorable dans l'histoire de la civilisation. Vous avez compris sa portée, je n'en doute pas. Le progrès a contribué à la crise. Il a commencé par nous enrichir, car il nous a permis d'écouler nos produits et de faire venir ceux qui nous manquaient. En devenant plus général, il nous a nui, parce qu'il a rendu possible l'arrivée sur les marchés des denrées que nos cultivateurs ont à vendre. Il nous a enlevé un privilège, le monopole de la fourniture, et il nous a donné pour concurrents des producteurs opérant sur des terres vierges dans des conditions infiniment plus favorables que celles où nous sommes placés.

Nous ne pouvons pas arrêter les événements ni en changer le cours ; il ne servirait à rien de récriminer contre un fait accompli. Il y a mieux à faire que de se lamenter : à nouveaux maux, nouveaux remèdes. Environnons froidement la situation et sachons prendre les

(1) Le setier vaut 130 litres.

mesures qu'elle commande. Nous discuterons ces mesures lorsque nous examinerons les moyens de remédier à la crise.

---

## CHAPITRE IV

### Causes sociales

Je me suis engagé à vous servir de guide dans un chemin difficile. Je cherche à écarter les obstacles susceptibles de nous arrêter ; et, sous peine de risquer de nous égarer, je ne puis vous montrer de près tout ce qui passe sous nos yeux. Je dois m'en tenir aux vues d'ensemble : aussi bien m'est-il impossible de traiter à fond les diverses questions qui se présentent. Il serait utile de vous fournir des explications plus détaillées sur la question du blé, d'énumérer les pays qui nous envoient des céréales, de comparer leur culture et la nôtre, d'exposer l'organisation des transports, le rôle de la spéculation, etc., seulement, s'il fallait tout vous dire, nous n'en finirions jamais.

Mon unique préoccupation est de vous donner des notions élémentaires mais très nettes et très exactes sur la situation. Je l'ai méditée dans les moments où la culture me laissait des loisirs, tout en dirigeant mon exploitation. Je suis fixé sur les origines et les conséquences



de la crise. Puisque « ce qui se conçoit bien s'énonce clairement, » j'espère arriver à me faire comprendre ; si j'y réussis, vous aurez la clef de tous les problèmes ; alors nous pourrons aborder et résoudre ceux de ces problèmes qui vous intéresseront plus spécialement ; quant à présent, sachons nous borner aux considérations fondamentales et reprenons notre route sans nous attarder aux faits particuliers.

Le progrès, nous l'avons vu, nous a nui en rendant la concurrence universelle. Il a eu d'autres conséquences plus fâcheuses dont nous sommes tous les uns et les autres responsables à des degrés divers. Le progrès a changé les goûts et les habitudes de telle sorte que les professions agricoles ont cessé d'être en faveur et tombent de jour en jour dans un plus grand discrédit.

Hélas ! ce fait est trop certain pour que j'éprouve la moindre difficulté à le mettre en lumière. Le mal est général ; il a fait des progrès inquiétants dans les pays de grande culture et il commence à se répandre même dans les régions où la propriété est très divisée comme en Auvergne.

Rappelez-vous votre jeunesse, père Mathieu ; autour de vous tout le monde avait l'amour de la terre, chacun ambitionnait d'être propriétaire. Celui qui avait des biens ne songeait qu'à s'arrondir ; on attendait avec impatience l'occasion d'acheter, et lorsqu'un domaine était mis en vente, tous les paysans s'en disputaient les morceaux à qui mieux mieux. On ne s'inquiétait guère du prix ; dès qu'un voisin faisait une offre, on se hâtait de la dépasser. Les gens peu fortunés, les domestiques, les manouvriers n'avaient qu'un désir : économiser quelques sous afin

d'avoir à soi une petite maison avec un peu de terrain. Tous les habitants des campagnes professaient, sans s'en douter, la théorie des économistes connus sous le nom de physiocrates ; ils n'admettaient pas d'autre source de richesse que la terre.

Les idées sont bien changées, de même que les goûts et les habitudes. Plus nous allons, plus on voit s'accroître le nombre de ceux qui trouvent la terre trop basse, comme on dit chez nous. Le mauvais exemple est parti des classes éclairées. Les riches et les bourgeois se sont désintéressés les premiers des choses agricoles. Jadis ils administraient eux-mêmes leurs biens ; ils avaient une vie laborieuse mais indépendante, où ils trouvaient le calme de l'esprit et la santé du corps. L'abondance régnait dans leurs maisons. Consommant une partie de leurs produits, ils avaient l'existence large et facile. Ils s'en sont lassés, la trouvant trop paisible et trop monotone. Ils ont déserté la campagne afin de se procurer les plaisirs variés qu'offre le séjour à la ville. Ils ont affermé leurs propriétés, quand ils ne les ont pas vendues. Cette sorte d'émigration à l'intérieur a été facilitée par un sot préjugé.

On croit communément que l'homme riche doit rester oisif, et, lorsqu'on veut mettre en relief la fortune de quelqu'un, on dit : « Celui-là peut vivre sans rien faire. » Le travail, sachons-le bien, est la loi commune, le premier devoir social : pour qu'une société déjà vieille échappe à la décadence, pour que sa prospérité soit assise sur des fondements inébranlables, il faut que tous ses membres concourent à l'œuvre collective, chacun suivant sa position et ses aptitudes. Ceux que le sort favorise, loin de se con-

sidérer comme affranchis par leur fortune de toute obligation, doivent avoir à cœur de remplir un rôle utile et de marcher à la tête du progrès non seulement dans les lettres, dans les sciences, dans les arts, mais aussi dans le commerce, dans l'industrie et dans l'agriculture.

Voilà ce qu'il faudrait dire sans se lasser de le répéter. Mais aujourd'hui, si on parle beaucoup des droits des citoyens, on ne parle guère de leurs devoirs, c'est passé de mode ; il s'agit bien de cela. La grande affaire n'est-elle pas le bien-être matériel, le confortable, toutes les jouissances que l'argent permet d'avoir dans les villes où la civilisation la plus raffinée brille du plus séduisant éclat. Ceux qui sont riches songent à s'amuser, ceux qui ne sont pas riches veulent le devenir à tout prix et tiennent à vivre comme s'ils l'étaient. Aujourd'hui on discute tout : on critique toutes les supériorités et tous les talents ; afin de mieux affirmer le principe d'égalité, la médiocrité envieuse cherche à diminuer les hommes de mérite ; les politiciens lancés à la conquête du pouvoir se combattent avec des injures et ne se font aucun scrupule, pour arriver à leurs fins, de traîner dans la boue les meilleurs serviteurs de la Patrie ; mais tout le monde s'incline devant l'argent, seule supériorité qui ne soit pas contestée. A tous les degrés de l'échelle sociale, la préoccupation universelle est de n'imposer aucun frein à ses fantaisies et de s'affranchir de toute gêne ; il semble que le mot d'ordre soit de passer joyeusement l'existence en se donnant le moins de mal possible. Or, comme les professions agricoles exigent des soins assidus, des efforts pénibles, on n'en veut plus. Les riches ne se plaisent pas à la cam-



pagne, ils refusent de s'assujettir aux obligations de l'agriculteur qui leur paraissent ennuyeuses.

Les pauvres gens trouvent qu'il est encore plus dur de peiner dans les champs du matin au soir, et on se dit que décidément la terre est trop basse.

En France, il faut le reconnaître, l'éducation est mal comprise; nous avons perdu sous ce rapport presque autant que nous avons gagné sous le rapport de l'instruction. L'enseignement tel qu'il est organisé à ses trois degrés, primaire, secondaire et supérieur, dans les écoles, dans les lycées et collèges, dans les Facultés, tend à éloigner de l'agriculture ceux qui le reçoivent. Le travail des élèves et les efforts des professeurs sont dirigés exclusivement en vue des examens et des diplômes qui doivent procurer des places ou du moins ouvrir des carrières. L'idéal est d'être fonctionnaire, d'émarger au budget pour s'épargner les embarras et les soucis du pain quotidien. A défaut d'une fonction publique on recherche les professions dites libérales qui sont encombrées, les offices ministériels de tout ordre. L'engouement a gagné les parents les plus sages, et il est bien rare qu'un cultivateur ne rêve pas pour son fils de hautes destinées; quand par hasard il se contenterait de le voir exercer sa propre profession, c'est le jeune homme qui refuse. Peut-être aurait-il accepté à vingt ans; mais, lorsqu'il revient du service militaire, pour peu qu'il ait porté les galons de sous-officier, il se résigne avec peine à reprendre la charrue, à panser le bétail, à manier la pioche, la bêche et le fessou (1).

(1) Instrument classique en Auvergne, qui est employé pour le sarclage.

Les jeunes gens instruits dédaignent l'agriculture ; ils veulent être fonctionnaires, avocats, médecins, avoués, pharmaciens, professeurs, etc. Ceux qui n'ont pas reçu une instruction complète cherchent des protecteurs en vue d'obtenir un emploi dans les administrations publiques ou privées. Pour vous donner une idée du nombre des solliciteurs, je vous dirai qu'à la seule Inspection du P.-L.-M. de Clermont, il y a cinq mille demandes, et les Compagnies de chemins de fer n'admettent que des postulants âgés de moins de trente ans.

Si vous alliez à la préfecture, vous verriez des cartons remplis par les dossiers des candidats aux diverses fonctions, même les plus modestes ; pour le moindre poste de facteur, de cantonnier, il y a une foule de postulants tous munis de recommandations. Renseignez-vous auprès des députés, des sénateurs, des conseillers généraux, des chefs de service ; tout homme qui est censé avoir de l'influence est assailli de demandes et ne sait comment se défendre des solliciteurs auxquels il est absolument impossible de donner satisfaction tant le nombre en est grand.

La plupart de ces quémandeurs ne réussissent pas à se caser ; quand ils sont las d'attendre, quand ils perdent l'espoir d'arriver, ils montent un petit commerce. Ainsi s'explique la multiplication des débits de boissons, des épiceries et des merceries, jusque dans les moindres bourgs. Ne disons pas de mal du commerce. L'esprit commercial, l'esprit des affaires est nécessaire pour assurer le développement des transactions. Mais aujourd'hui il y a beaucoup trop de gens qui, sans aucune aptitude pour les affaires, n'essayent du commerce que pour éviter

de travailler. Les commerçants eux-mêmes sont les premiers à constater cet état de choses et à s'en plaindre. Tous les jours vous entendez dire : le commerce est gâté, quand il y a deux sous à gagner quelque part, il se présente dix, vingt concurrents qui cherchent à s'enlever le pain de la main.

La vanité et le désir de paraître se rencontrent partout, à la campagne aussi bien qu'à la ville, dans les classes riches et dans les classes laborieuses. Vous savez, comme moi, que c'est surtout la femme qui mène la maison, c'est elle qui assure la prospérité d'un ménage, quand elle est diligente, entendue, économe. Voyez les jeunes filles aujourd'hui, combien en trouvez-vous qui ne songent pas aux futilités. Les plus pauvres suivent les modes. Amenez un étranger les dimanches et jours de fêtes sur nos places publiques : je le mets au défi de distinguer dans les jeunes-  
ses celles qui sont riches et celles qui n'ont pas le sou. Avec les idées nouvelles, la femme répugne de plus en plus aux travaux et à la vie des champs.

Un agriculteur de mes amis qui s'entend au métier, qui sait conduire la charrue et soigner au besoin une bête malade, qui a un gros sac d'écus et qui n'en est pas plus fier, avait pris l'entreprise des boues d'une ville pour les transporter sur ses terres en vue de les améliorer. Vous savez le dicton : « Tel maître, tel domestique. » Impossible de trouver un meilleur maître. Mon ami n'avait donc chez lui que d'excellents sujets. Tout à coup il vit deux de ses valets quitter la ferme sans motifs plausibles, et comme il manifestait sa surprise aux autres : « Tenez, Monsieur, lui dirent ils, nous aimons mieux vous avouer la vérité, nous aussi nous serons forcés de partir ; on nous plaisante



quand nous passons dans les rues avec les tombereaux. Si nous allons à quelque réunion, les filles se moquent de nous en criant : Eh ! v'là les boueurs. Le nom nous restera. Ça nous fera du tort pour nous marier. Nous sommes bien fâchés de vous quitter, mais nous ne pouvons plus continuer. »

Ce fait si significatif est récent ; il s'est passé dans notre Auvergne, pays qui compte nombre d'habitants enrichis avec les peaux de lapin, les chiffons et le bric à brac. Les anciens avaient du bon sens, ils ne faisaient pas tant de façons ; ils connaissaient le proverbe : « Il n'y a pas de sot métier, il n'y a que de sottes gens. » Aujourd'hui l'esprit n'est plus le même. L'agriculture ne s'en trouve pas mieux, au contraire. Au moment où elle traverse une crise redoutable, où elle aurait besoin pour lutter contre la concurrence d'avoir à son service une élite favorisée de la fortune et des travailleurs énergiques, doués d'intelligence, elle ne peut disposer dans la généralité des cas que des hommes qui n'ont pas trouvé mieux, et qui se résignent à contre-cœur à cette profession acceptée comme un pis aller.

---

## CHAPITRE V

### Causes politiques

Après avoir aimé la terre avec passion, les habitants des campagnes ont cessé de lui accorder leurs préférences

exclusives et ils s'en détachent chaque jour. Dans une grande partie de la France, les professions agricoles sont tombées en complet discrédit; elles commencent à être moins recherchées même dans les régions où, comme en Auvergne, la défaveur n'est pas générale en raison de l'extrême division de la propriété.

Par contre, l'agriculture est devenue l'objet de la sollicitude des pouvoirs publics; c'est là un grand changement qui mérite d'être signalé. Il est susceptible d'améliorer la situation en permettant de modifier la législation dans celles de ses dispositions qui ont eu ou peuvent avoir un effet sur la crise. Le but à poursuivre est double; il s'agit de corriger des lois anciennes qui nous sont nuisibles et d'en voter de nouvelles qui soient utiles. Indiquons quelques-uns des griefs de la culture dans l'état actuel des choses.

Bien qu'elle soit par essence le gouvernement de tous, la République n'a pas témoigné tout d'abord d'une grande bienveillance pour les cultivateurs; on les accusait de n'avoir pas beaucoup de sympathies pour le nouveau régime; on se défiait de leur hostilité plus ou moins déguisée. Dès lors on s'appliquait à les considérer et à les traiter comme une quantité négligeable. Rappelez-vous avec quel mépris, il y a vingt ans, les journaux parlaient de ceux qu'ils appelaient les *ruraux*.

De nos jours, c'est l'opinion qui gouverne, mais on ne tient compte que de l'opinion qui se manifeste ouvertement. Une idée, même partagée par la majorité, restera sans influence si ses partisans s'abstiennent de la proclamer, s'ils ne l'affirment pas par la voie de la presse et s'ils ne l'imposent pas dans les élections aux divers candidats qui bri-

guent les suffrages. Dix hommes qui crient font plus de bruit que cent qui n'osent point parler; les premiers, quoique moins nombreux, ont plus de chances d'être entendus. Ce n'est pas toujours l'opinion vraie qui dirige, c'est l'opinion apparente, telle qu'elle se révèle dans les formes où elle peut se manifester légalement et librement.

Les cultivateurs, gens paisibles, peu exigeants, ont longtemps subi sans se plaindre la situation inférieure qui leur était faite. Ils étaient le nombre, mais ils ne savaient pas en fournir la démonstration et en tirer des conséquences pratiques. La loi de 1884 sur les associations professionnelles a sonné pour eux l'heure de l'affranchissement. Les Syndicats ont rendu un immense service: en groupant les intéressés et en se faisant les interprètes de leurs légitimes revendications, ils ont obtenu un premier résultat qui est capital et qui sera le point de départ de tous les autres. Aujourd'hui les agriculteurs ont conscience de leur force. Par l'intermédiaire de leurs délégués ils font entendre leur voix. Si on ne l'écoutait pas, ils seraient en mesure de signifier leur volonté et de l'imposer en brisant toutes les résistances.

Constatons d'ailleurs qu'ils n'ont plus à craindre d'opposition systématique. Les défiances qu'on leur témoignait sont tombées devant l'évidence des faits. Les paysans sont le plus ferme soutien du gouvernement. Tout régime établi, qui leur offre des garanties de stabilité, peut compter sur leur appui. On l'a bien vu naguère: alors que les institutions étaient mises en péril, c'est la démocratie rurale qui les a sauvées. A l'heure présente, la cause de l'agriculture ne rencontre plus d'adversaires; elle est soutenue par des hommes que l'on sait résolus.



à la défendre et qu'on veut ménager pour obtenir leurs votes. En étudiant les causes de la crise agricole, ne craignons donc pas de signaler celles qui ont un caractère politique. Dans un pays libre, chacun a le droit d'émettre son opinion et de chercher à la faire triompher. Notre opinion à nous, cultivateurs, la voici : en travaillant à rendre à l'agriculture son ancienne prospérité, nous ne sauvegardons pas seulement nos intérêts particuliers, mais nous faisons œuvre utile à la Patrie.

La terre est accablée d'impôts et de charges de toutes sortes. Par suite d'un vieux préjugé, tout homme qui a du bien au soleil est réputé riche. On juge sur l'apparence et souvent la réalité est très différente. Combien y a-t-il de propriétaires, même en Auvergne, qui, malgré un labeur persévérant, tirent à peine de leur propriété un revenu suffisant pour payer les intérêts de la dette dont elle est grevée.

Parfois les plus grosses maisons sont celles où il y a le plus de gêne ; l'usage assez répandu de laisser le bien à l'aîné, à charge par lui de payer en argent la part de ses cohéritiers, est devenu une cause de ruine lorsque la baisse arrivant à l'improviste a bouleversé toutes les prévisions. Je pourrais citer des noms que vous connaissez, parce que le cas s'est produit autour de vous. Il a été très fréquent dans la montagne et, si vous faisiez une tournée en passant par Rochefort, Laqueuille, Latour et Besse, on vous dirait que ceux qui ont sombré sont précisément ceux qui passaient pour être les plus riches.

Les propriétaires, qui ne doivent rien mais qui n'ont pas d'argent, ont fort à faire pour équilibrer leur budget, s'ils ont des charges de famille. Quand on a des enfants

à élever, on a des dépenses fixes, irréductibles, et les recettes sont incertaines, subordonnées aux récoltes et aux cours. Pour peu que deux années mauvaises se succèdent, il faut emprunter, et vienne quelque accident ou une maladie, on ne peut plus se libérer. La terre est le plus sûr des gages ; nonobstant le crédit agricole n'existe pas. Un paysan, momentanément gêné, ne trouve à emprunter que sur hypothèque. Il aura des frais considérables à payer, d'autant plus élevés proportionnellement que la somme empruntée sera plus faible. Le prêt sera fait à courte échéance ; on exigera le remboursement ou le renouvellement, et, tous comptes faits, l'argent reviendra à 8 ou 10 pour cent au cultivateur, alors que l'intérêt ne dépasse pas 4 pour cent dans des placements beaucoup moins sûrs ; c'est lui qui offre la plus grande garantie et c'est lui qui paye le plus cher. On devrait lui venir en aide dans sa détresse et on l'oblige à subir un taux véritablement usuraire. Il y a là une anomalie qu'il faut faire cesser : l'organisation du crédit agricole s'impose à courte échéance.

Je ne connais pas de sort plus triste, plus malheureux que celui du cultivateur qui est dans les dettes par ce temps de crise. Il risque de passer sa vie entière à travailler sans relâche et de ne pas arriver à se libérer malgré des prodiges d'activité et d'économie. Il est dans une inquiétude perpétuelle, menacé d'être jeté sur le pavé du jour au lendemain. S'il a un créancier rigoureux, un simple retard dans le paiement des intérêts sera suffisant pour motiver des poursuites. L'expropriation fera disparaître en frais le fruit de vingt années d'efforts persévérants. Il est triste de le constater ; la vente

forcée d'une petite propriété implique une procédure si compliquée, si coûteuse, qu'elle absorbe parfois la valeur totale. Il suffirait de consulter les registres du greffe de n'importe quel tribunal du département pour trouver des preuves irréfutables. Je me bornerai à vous signaler un fait tout récent.

J'ai connu un propriétaire qui semblait fort à l'aise : son crédit était d'autant plus grand que personne ne pensait qu'il eût besoin d'en user. Malheureusement pour lui, il était grevé de dettes, au lieu d'avoir un sac d'écus, comme le supposait le public. Lorsque la crise commença à sévir, les prêteurs gênés eux-mêmes exigèrent le remboursement. Il fallut chercher de l'argent, divulguer la situation et consentir hypothèque. Notre homme, ainsi qu'il arrive souvent, ne parvint à boucher le trou qu'en en creusant un plus grand. Les années étant devenues tout à fait mauvaises, il se trouva dans l'impossibilité de faire face à ses engagements : il fut poursuivi et exproprié.

Suivant l'opinion commune, son bien valait une trentaine de mille francs, les dettes ne montaient pas à vingt-cinq mille. On aurait pu croire que tout serait payé. Voici exactement ce qui se passa.

Soit par suite de la baisse générale, soit en raison de cette circonstance que les réalisations forcées réussissent rarement, la vente ne produisit guère plus de quatorze mille francs. Ce fut pour les prêteurs une surprise désagréable, prélude d'un mécompte plus inattendu encore. En effet, vous pensez peut-être que le prix de la vente fut remis aux créanciers : vous ne connaissez pas les ressources de la chicane. L'actif ne permettant pas d'éteindre le passif, on ouvrit un ordre judiciaire



pour la distribution aux ayants-droit. Des contestations surgirent: les incidents se multiplièrent. L'ordre ne fut clos qu'après plus de deux années de procédure. Les avoués, qui étaient intervenus dans l'instance, commencèrent par faire leur part et prélevèrent sur la masse une somme supérieure à six mille francs. Il y eut aussi à payer une expertise, des créances privilégiées et des reprises de la femme. Bref, un seul des créanciers hypothécaires, le premier inscrit, vint en rang utile: on lui délivra un bordereau de collocation s'élevant à.... *quatre-vingt-huit francs*, sur lesquels il eut à verser trente-huit francs cinquante pour frais de production. Tous les autres prêteurs ne touchèrent pas un centime.

Est-elle assez suggestive cette simple histoire, rigoureusement vraie. Sur un gage qui produit plus de quatorze mille francs, quoique réalisé à vil prix, il ne revient pas cent francs aux créanciers les plus prudents et les mieux garantis. Tout commentaire serait superflu. D'ailleurs, si je critique la législation, je n'attaque point les hommes. Il n'entre pas dans ma pensée de récriminer contre des officiers ministériels qui achètent des charges très cher et qui perçoivent des honoraires soumis par la taxe au contrôle des tribunaux. Mais je dis et j'ai le droit de dire qu'il y a dans nos codes des dispositions surannées et abusives qui doivent disparaître.

Déjà une loi a été votée en vue de diminuer les frais, malheureusement elle n'a produit que des résultats insignifiants.

La vente volontaire elle-même entraîne le paiement de droits trop élevés qui paralysent les transactions. S'il s'agit de meubles et de valeurs mobilières, il n'est dû

que 2 0/0. L'enregistrement n'a rien à réclamer quand l'opération est conclue sans acte, ce qui est le cas le plus fréquent. On peut traiter des achats et des ventes mobilières pour un million et ne pas verser un centime au Trésor.

Au contraire, la moindre parcelle de terre ne changera pas de mains sans qu'il y ait lieu de percevoir un droit de mutation, et ce droit est trois fois plus élevé que celui qui porte sur les meubles. Est-ce juste? Si on ne veut pas faire une faveur à la terre, qu'on lui accorde au moins l'égalité de traitement.

Il convient aussi de simplifier les partages et les licitations et de diminuer les frais de justice. Un vieux proverbe dit : « Qui terre a, guerre a. » Le propriétaire le plus honnête, le plus paisible est toujours exposé à des procès ; on peut lui chercher chicane pour un mur mitoyen, pour un égout de toit, pour une limite mal définie, pour une servitude, un droit de passage, etc. Dans la plupart des cas, tous les procès de ce genre sont une cause de ruine. Et pourtant, depuis 1789, la justice est gratuite ; que serait-ce donc si elle ne l'était pas. Au lieu de se lancer dans la voie des utopies, il serait plus utile et plus pratique de réformer le code de procédure ; car, à l'aide de vieilles formules dont la bizarrerie dissimule mal l'inutilité, une armée d'hommes de loi nous rançonne et vit aux dépens du pauvre monde.

Si le cultivateur est au niveau de ses affaires, s'il n'est pas obligé d'avoir recours au crédit, s'il a l'heureuse chance d'éviter tout procès, il lui faudra dans tous les cas payer des impôts. Or depuis vingt ans les impôts n'ont pas cessé d'augmenter. Les départements et les

communes prélèvent sous forme de centimes additionnels des sommes énormes ; le principal est souvent dépassé par le montant des impositions additionnelles tant ordinaires qu'extraordinaires. La crise a diminué les revenus mais les cotes du percepteur ont grossi.

Il est juste de reconnaître qu'on a réalisé d'utiles améliorations. Dans la plupart de nos communes on a ouvert des chemins, construit des écoles, déplacé des cimetières, réparé des églises, amené des eaux et installé des fontaines, etc. On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. Seulement, si on prend tous les œufs dans le même panier, on l'a bientôt vidé. Or, c'est à la terre presque exclusivement qu'on a demandé les ressources destinées à faire face aux dépenses départementales et communales. Les contributions directes constituent l'impôt le plus simple et le plus facile à percevoir. Dès que le montant en est fixé dans les rôles, le recouvrement est assuré. C'est un avantage pour le budget, mais un inconvénient pour le contribuable. Que la récolte soit bonne ou mauvaise, il faut payer. Les impôts indirects, dont le produit est variable, ont mieux le caractère de proportionnalité ; ils sont facultatifs en ce sens qu'on peut s'y soustraire, pourvu que la loi ne taxe pas les objets de première nécessité ; ainsi l'impôt sur le tabac n'est payé que par ceux qui fument ; l'impôt sur l'alcool n'atteindra pas celui qui s'abstiendra de boire des liqueurs. Le propriétaire est toujours obligé de payer ses contributions, et il en trouve le poids d'autant plus lourd qu'elles augmentent pendant que la crise diminue son revenu. Il est grand temps de s'arrêter dans la voie des dépenses ; c'est le plus urgent. Ensuite on examinera s'il n'y a pas



moyen d'organiser un autre système financier, où la terre serait ménagée, mais il faudra procéder avec une extrême prudence.

Plus la civilisation est avancée, plus l'organisme social se complique : si on voulait toucher à son mécanisme avant de l'avoir bien étudié, on risquerait de déranger des rouages fort délicats, ce qui aggraverait la situation au lieu de l'améliorer.

Nous sommes loin d'avoir énuméré tous nos griefs. Mais le jour où les Chambres auront voté ces simples réformes, un grand progrès sera réalisé. Prenez donc la ferme résolution de refuser vos suffrages à tout candidat qui ne commencerait pas par s'engager à inscrire ces desiderata dans son programme.

---

## CHAPITRE VI

### Remèdes de la crise. — Les droits de douane

Jusqu'ici nous avons vu les origines de la crise et ses conséquences. Bien que je me sois appliqué à ne pas assombrir le tableau, je ne vous ai montré que des choses de nature à vous inquiéter. Nous allons maintenant rechercher si la situation difficile, dont les agriculteurs souffrent, doit se prolonger plus ou moins longtemps, si

elle est sans remède, ou si au contraire nous devons espérer une amélioration prochaine, et par quels moyens ce changement si désirable et si désiré pourra être obtenu. Après les causes et les effets, examinons les remèdes.

Il en est un qui a la faveur générale et qui passe pour être infaillible : c'est le tarif des douanes. Nous avons expliqué que la valeur des produits agricoles tend à baisser : l'avalissement des prix, qui est l'un des principaux facteurs de la crise, comme nous l'avons vu, tient en grande partie à la concurrence étrangère. Il était donc naturel de penser qu'en enrayant cette concurrence, on amènerait une élévation des cours. On en a conclu qu'il fallait taxer les produits à leur entrée en France. Les habitants des pays d'exportation échappent aux impôts qui pèsent sur nos cultivateurs ; n'est-il pas juste de corriger cette inégalité en les obligeant à acquitter des droits de douane. Le procédé a le double avantage de procurer des ressources au Trésor public et de rendre la lutte plus facile pour la culture nationale.

Cette idée, habilement présentée et mise en lumière, a frappé tous les esprits. Après avoir subi l'épreuve d'une longue discussion, tant dans les journaux qu'au Parlement, elle a fini par s'imposer. On a établi des tarifs applicables au vin, au bétail, au blé, à l'avoine, au maïs, en un mot à la plupart des produits que peuvent fournir nos agriculteurs. Dès qu'un produit soumis à la taxe est présenté à la frontière, on l'arrête s'il n'acquitte pas le droit. On le consigne dans un entrepôt, en attendant que l'importateur se décide à payer ou à faire sortir définitivement la marchandise. Notez cette alternative : dans la crainte de ne pas avoir occasion de revenir sur la

question ; je tiens à dire que la faculté d'entrepôt, accordée pour une durée illimitée, a favorisé des abus et des fraudes qui motivent les réclamations formulées à ce sujet : leur répression s'impose à bref délai.

Les premiers tarifs n'ont pas donné tous les résultats qu'on en attendait. Alors on s'est demandé s'il ne fallait pas les augmenter. Le principe a été admis et il semble qu'on soit décidé à l'étendre de telle sorte que, si la baisse persiste, on continuera à élever les droits de douane. Dans l'opinion générale, c'est là qu'est le salut.

Eh bien ! j'aurai le courage de le dire, non le salut n'est pas là. En essayant de dissiper une illusion chimérique, j'ai conscience de rendre service aux cultivateurs qui risqueraient de s'endormir dans une sécurité trompeuse pour s'éveiller bientôt à la réalité et se trouver plus malheureux encore. Ecoutez-moi bien, père Mathieu, faites un effort pour suivre mes explications. Nous sommes amis depuis longtemps ; vous connaissez mes sentiments, ne vous méprenez pas sur mes idées. Je ne songe nullement à demander la suppression des droits : loin de les juger nuisibles, je les considère comme indispensables. J'ai été des premiers, avec quelques amis dans le département, à réclamer une protection pour l'agriculture. Lorsque nous avons jeté le cri d'alarme, alors que la crise ne se dessinait pas encore à tous les yeux, on n'était guère disposé à nous entendre. Les uns raillaient notre tentative qui leur paraissait puérile et inutile, les autres la trouvaient dangereuse. Les mieux intentionnés nous prodiguaient leurs conseils inspirés par une crainte pusillanime : « Prenez garde, nous disaient-ils, vous demandez des droits sur les blés ; on va prétendre que vous voulez affamer le



peuple, on vous appellera les chevaliers du pain cher. » Les meilleures intentions peuvent être méconnues et dénaturees ; quand on ne veut pas s'exposer à des ennuis, à des déboires, il est prudent de ne pas se heurter à l'opinion dominante, et, suivant le vieil adage, il faut hurler avec les loups. Nous savions tout cela, mais rien ne nous a arrêtés. Méprisant les attaques, dédaigneux des railleries, nous avons poursuivi résolument notre route avec la conviction profonde que nous étions dans la bonne voie.

L'événement a prouvé que nous avions raison. Tout le monde aujourd'hui est protectionniste. On l'est à outrance. On suit le mouvement, et ceux qui n'y ont pas pris part au début, cherchent à se faire pardonner en affichant un zèle exagéré. Je ne crains pas de l'affirmer, on est passé d'un extrême à l'autre. Avec la même indépendance qu'autrefois, et avec une égale sincérité, je veux élever la voix pour rappeler que les extrêmes se touchent ; nous marchions à la ruine faute de droits protecteurs, mais nous nous exposerions à amener la misère générale, si nous élevions ces droits aux taux où ils prendraient un caractère prohibitif.

Il était, je le répète, indispensable de faire payer les produits étrangers à leur entrée en France. J'ai contribué, dans la mesure de mes forces, à répandre cette idée, à faire accepter ce principe. L'agriculture était en péril, sa ruine était imminente, il fallait la sauver à tout prix, lui venir en aide sans retard. Quand le feu est à la maison, il n'y a pas deux manières d'agir, il faut se dépêcher de l'éteindre ; mais, après l'incendie, il est sage, il est prudent d'en rechercher les causes ; et, si l'on reconnaît quelque vice de construction, on doit y remédier pour éviter un nouveau sinistre. Quand un homme va se noyer, il n'y a qu'à lui

tendre la perche; mais, lorsqu'on l'a tiré de l'eau, on a le droit, on a le devoir de l'avertir s'il est tombé un peu par sa faute. La France était menacée de voir l'agriculture submergée sous le flot montant des importations contre lequel elle ne pouvait plus lutter, étant déjà affaiblie par d'autres causes. Il était urgent d'endiguer le torrent au moyen de droits protecteurs. Maintenant que le danger immédiat est conjuré, sachons mettre à profit ce temps de répit pour bien étudier la situation et l'envisager sous toutes ses faces.

Ceux qui prêchent la division et l'antagonisme des classes, ceux qui sèment la défiance sont des mauvais citoyens. En travaillant à rétablir l'union, la concorde, la bonne harmonie, on s'expose à froisser des susceptibilités trop promptes à s'éveiller, mais on fait preuve de dévouement au bien public. Dans ce monde, ne l'oublions jamais, il y a une étroite solidarité entre tous les intérêts. Quand les agriculteurs sont dans la gêne, ils achètent moins de marchandises; les fabricants, les marchands ressentent le contre-coup de leur détresse. Mais à l'inverse, si le commerce et l'industrie souffrent, les cultivateurs ne trouvent pas facilement à écouler leurs produits; on mange moins de viande, on boit moins de vin. Nos industriels et nos négociants ont aussi des concurrents à l'étranger; si on voulait, par une hausse artificielle et exagérée, les mettre dans la nécessité de payer trop cher tous les objets d'alimentation, on leur nuirait, et par répercussion on nuirait aux agriculteurs. On irait ainsi à l'encontre du but. Il y a donc une limite aux droits: il est puéril de croire et dangereux de compter qu'on pourra les élever tant que la baisse ne sera pas arrêtée.



D'ailleurs la concurrence étrangère, qui n'est pas la seule cause de la crise, n'est pas davantage l'unique raison de l'avilissement des cours. La spéculation et l'organisation défectueuse du commerce ont eu aussi un rôle dans la baisse. Trop souvent le cultivateur manque d'argent faute de pouvoir écouler ses produits, pendant que le consommateur les paye très cher ou même ne sait pas comment se les procurer. Nos vignerons ont leurs caves pleines, et à Paris on s'empoisonne avec des liquides frelatés, en raison de la difficulté de trouver du vin naturel. A certains moments, les éleveurs se désolent de vendre leurs animaux à des prix dérisoires, et aux mêmes moments, la viande au détail se vend très cher. Il s'agit donc moins de provoquer l'enchérissement des objets d'alimentation, que de diminuer l'écart entre le prix touché par le producteur, et le prix payé par le consommateur. Voilà le véritable problème à résoudre. Je pourrai vous montrer plus tard comment la création de sociétés coopératives contribuerait à faciliter sa solution.

Quant à présent, je dois me contenter d'établir que le droit de douane n'est pas un remède souverain et infail-  
libile. A lui seul il serait impuissant à rendre l'agriculture prospère; appliqué à haute dose, il pourrait jeter le trouble dans les conditions de l'existence.

Il faut donc chercher ailleurs les moyens d'améliorer la situation. Nous indiquerons ceux qui nous paraissent avoir un caractère pratique et plus certain d'efficacité.

---



## CHAPITRE VII

### Changements nécessaires

Lorsque nous avons étudié les origines de la situation agricole et ses causes, je vous ai parlé du progrès en vous expliquant comment il avait contribué à la crise. Je vous ai dit aussi que le progrès devait nous aider à sortir d'embarras, à triompher des difficultés contre lesquelles nous luttons : après avoir causé le mal, il peut le guérir. Je vais essayer de faire cette démonstration.

Dans le cours de votre existence, père Mathieu, vous avez vu changer bien des choses autour de vous. Les changements se sont accomplis successivement, presque insensiblement. Vous vous y êtes habitué peu à peu et ils ne vous paraissent pas surprenants. En réalité ils sont véritablement prodigieux, merveilleux. Je n'ai que l'embarras du choix pour citer des exemples. Si on avait dit à votre grand-père que son petit-fils vivrait dans un temps où il serait facile d'aller à peu de frais de Clermont à Issoire en une demi-heure, où deux hommes séparés par une distance de huit cents kilomètres pourraient au moyen d'un simple fil métallique causer comme s'ils étaient en présence l'un de l'autre, où l'eau des ruisseaux qui fait tourner les moulins servirait à fournir la lumière aux villes et aux particuliers, votre grand-père se serait mis à rire et aurait pensé que celui qui lui tenait un pareil langage

avait sa place marquée au Bois-de-Cros (1). Cependant le chemin de fer, le téléphone, l'éclairage électrique, réalisent ces merveilles dont on ne concevait même pas la possibilité au commencement du siècle. Tout s'est transformé, les idées et les choses, les habitudes et les institutions.

Si vous jetez les yeux autour de vous et si vous réfléchissez, vous serez amené à reconnaître que ce qui a le moins changé, c'est encore la culture : elle est restée sensiblement la même. Aujourd'hui comme autrefois, par des procédés identiques, on sème et on moissonne le blé, on fauche les prés, on vendange les vignes.

Eh bien ! n'en doutez pas, il faut que l'agriculture subisse à son tour une transformation.

Entendons-nous. Si je vous dis qu'une transformation est nécessaire, inévitable, je n'ai en vue que des modifications possibles, pratiques. Il faudra toujours, c'est évident, tenir compte des conditions dans lesquelles s'opère la production : à l'avenir, comme par le passé, une forêt restera une forêt et produira forcément du bois ; un pré ne pourra pas donner autre chose que de l'herbe.

La civilisation implique une lutte constante contre la nature, et ses progrès ne s'obtiennent que par des victoires. L'homme ne cesse de travailler à dominer le milieu où il vit ; il dompte les éléments, il les asservit pour satisfaire ses besoins ; il s'approprie l'air, l'eau, le feu, l'électricité, tout ce que les économistes désignent sous le nom d'agents naturels externes. Il serait difficile d'assigner des limites aux conquêtes de l'esprit humain. Mais, en matière de culture, il est permis d'affirmer que l'appropriation des

(1) Le Bois-de-Cros est l'asile départemental des aliénés.

agents naturels ne sera jamais complète, quoi qu'il adienne, parce que les principaux échappent à notre action ; en supposant que nous arrivions à atténuer divers phénomènes météoriques, par exemple si nous réussissions à paralyser les effets du gel au moyen de nuages artificiels ou à remédier à la sécheresse par un aménagement ingénieux des eaux, nous ne pourrions jamais remplacer le soleil qui a un rôle capital et le dernier mot dans la végétation.

Je ne suis pas de ces agriculteurs en chambre qui parlent de la science à tout propos et hors de propos, qui vous offrent gratis le moyen infaillible de réaliser de gros bénéfices en cultivant avec des engrais chimiques ou en engraisant du bétail à l'aide d'aliments de substitution. Tous ces gens-là sont des utopistes, à moins qu'ils ne soient des commerçants retors cherchant dans une habile réclame le moyen d'écouler leur marchandise. Il y a beau temps qu'on prône des recettes merveilleuses pour faire fortune ; on les accommode à des sauces différentes suivant les époques. Pendant des siècles on a eu la transmutation des métaux : on cherchait la pierre philosophale qui devait permettre d'obtenir l'or. Plus récemment on avait imaginé l'art de se faire six mille livres de rente en élevant des lapins. Les contemporains ont inauguré une mode nouvelle, la méthode scientifique.

Supposez un pauvre diable mourant de misère et un médecin appelé au chevet de ce malheureux épuisé par les privations, qui lui dise : « Vous n'êtes pas malade ; ne vous plaignez pas et rassurez-vous. Buvez du vin, mangez de la viande à tous les repas ; vous serez bientôt guéri. » Que penseriez-vous d'une semblable ordonnance ? Elle



ressemble fort à celle qu'on nous recommande. L'agriculture souffre et traverse une crise redoutable. On lui prescrit la science comme remède à tous ses maux. Mais il est aussi impossible à l'immense majorité des cultivateurs de faire de la science, qu'à un misérable, affaibli par la faim et dénué de ressources, de se mettre au régime des bons dîners.

Je vais plus loin : alors même que propriétaires, fermiers et métayers sans exception, seraient assez instruits pour comprendre ce qu'il y a dans les livres, pour suivre le mouvement scientifique, je prétends, j'affirme qu'ils seraient à peu près sûrs de se ruiner s'ils cherchaient à appliquer strictement toutes les idées des savants au fur et mesure qu'elles sont émises. Une découverte détruit la découverte précédente, comme un clou chasse l'autre. Aujourd'hui on vous enseigne une vérité prétendue démontrée, demain on vous prouvera que c'était une hypothèse sans fondement. Les systèmes succèdent aux systèmes. Il est rare qu'une théorie en vogue ne contienne pas quelque chose d'utile ; mais, pour le vulgaire, il est presque aussi difficile de discerner le bon du mauvais, que de trouver une épingle dans la paille. La prudence la plus élémentaire commande de n'introduire aucune innovation avant qu'elle ait reçu la consécration du temps et de l'expérience.

Je connais un propriétaire qui a une instruction supérieure attestée par une foule de diplômes, qui a l'habitude d'administrer et de conduire des affaires, qui dispose de capitaux importants. Cet agriculteur, plein de zèle et d'enthousiasme, a voulu faire l'essai de tous les procédés indiqués par les savants ; il s'est astreint notamment à suivre

les conseils de Grandeau, le pontife de la science agricole contemporaine. Novateur ardent, ne ménageant ni son temps, ni sa peine, ni sa bourse, il s'est acharné pendant dix ans à faire la démonstration pratique des théories à la mode, ayant recours à l'occasion aux avis directs de ceux qui les avaient imaginées. En fin de compte, il a dû changer de tactique : la plupart des expériences tournaient mal, bien qu'elles fussent engagées et poursuivies dans les conditions les plus favorables. Georges Ville lui-même, le propagateur infatigable des engrais chimiques, n'a pas mieux réussi ; ayant voulu prendre une ferme pour cultiver rigoureusement suivant son système, il a essuyé l'échec le plus complet, et, chose rare, il a eu la bonne foi d'en convenir. Lisez le livre qu'il a écrit à ce sujet ; en laissant de côté tous les commentaires, vous y verrez la preuve matérielle et incontestable d'un insuccès radical.

Est-ce à dire que la science soit inutile ? Assurément non. En agriculture comme dans toutes les branches de l'activité humaine, la science est nécessaire, indispensable. D'une part elle nous livre des secrets qui charment l'esprit et procurent les plus hautes satisfactions intellectuelles. D'autre part elle enfante des merveilles ; elle engendre le progrès matériel, un progrès indéfini dont chaque étape marque une amélioration du sort de l'humanité considérée dans son ensemble, tout en causant des ruines individuelles, aucun changement ne pouvant s'accomplir sans porter atteinte à des situations acquises. Quand les chemins de fer se sont ouverts dans un pays, les postillons qui conduisaient les diligences ont perdu leurs places ; quelques-uns se sont trouvés embarrassés ; les autres sont entrés au service des Compagnies qui emploient un nom-



breux personnel et font gagner beaucoup plus d'argent que les anciens maîtres de poste.

De nos jours, le fait est certain, il se produit une révolution économique dans le monde. Que doivent faire les cultivateurs pour ne pas en être victimes ? Faire de la science, comme on le dit trop souvent. Mais la science est le lot des privilégiés ; en outre, elle se transforme incessamment ; elle marche de découverte en découverte ; sans se lasser ni se rebuter, elle poursuit des essais qui seraient ruineux pour le commun des mortels. Il est aussi chimérique de croire que les cultivateurs s'élèveront à la hauteur de la science, qu'il serait puéril de demander aux ouvriers de devenir tous des ingénieurs.

A mon appréciation, les hommes qui sont imbus de théories scientifiques et qui de bonne foi travaillent à répandre leurs idées dans la population des campagnes, se livrent à une tentative qui restera stérile. Ils oublient cette maxime si sage que le mieux est l'ennemi du bien. Ils ne se mettent pas à la portée du plus grand nombre, condition nécessaire pour réussir dans la propagande. Leur échec, certain d'avance, aura des effets nuisibles en causant des mécomptes de nature à décourager les bonnes volontés, à enrayner et retarder le progrès véritable, celui qu'il est permis d'indiquer parce qu'il est possible de le réaliser.

Quel est exactement ce progrès ? Je le ramène à quatre termes principaux. L'agriculture doit : 1° se soustraire à l'influence de l'empirisme, c'est-à-dire se dégager des liens et des entraves de la routine ; 2° tendre à substituer les instruments et machines au travail de l'homme ; 3° se spécialiser ; 4° tirer parti des ressources que peuvent lui offrir l'association et la coopération.



Je vous donnerai des explications sommaires sur chacun de ces points. Je ne vous parlerai pas de chimie, ni de sels, ni d'acides. J'éviterai d'employer des termes techniques pour ne pas laisser supposer que je cherche à jeter de la poudre aux yeux. Il faut que tous vos voisins, même les moins instruits, puissent, grâce à leur bon sens qui m'est connu, distinguer nettement la voie dans laquelle il convient de s'engager et avoir la conviction que pour arriver au but il suffit de le vouloir sérieusement.

---

## CHAPITRE VIII

### Routine et Progrès

Est-il vrai que les cultivateurs, comme on leur en fait le reproche, n'ont pas d'autre guide que la routine et se montrent réfractaires à tout progrès ? Oui et non, car il est impossible de nier que l'imputation repose sur un ensemble de faits constatés partout, au Nord et au Midi, au Centre aussi bien qu'à l'Est ou à l'Ouest ; mais il n'est pas difficile de montrer que la plupart de ces faits relevés à la charge des habitants des campagnes ont leur raison d'être. Il ne faut pas en tirer des conséquences absolues et trop rigoureuses, sous peine de tomber dans une exagération manifeste.

Il est certain, il est incontestable, que le paysan est

attaché aux traditions et aux vieilles coutumes d'après lesquelles il dirige sa conduite comme sa culture. Il se méfie des innovations, non point parce qu'elles répugnent à ses idées, mais parce qu'il redoute d'en éprouver quelque dommage. Il passe l'existence, partagé entre la crainte très vive de compromettre ce qu'il possède, et le désir ardent d'augmenter son avoir. Ce double sentiment explique et justifie les contradictions qu'on peut relever dans ses actes. Par un phénomène d'atavisme qu'on ne doit pas être surpris d'observer chez le descendant de Jacques Bonhomme, il envisage avec appréhension tout ce qui est nouveau, tout ce qui lui est inconnu ; en même temps le désir de s'enrichir le pousse à imiter ce qui lui semble réussir ; l'appât d'un bénéfice à réaliser le rend hardi, ingénieux et progressif.]

Contrairement à l'opinion courante, le paysan est en général intelligent ; quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, il roulera le citadin qui le considère avec mépris comme un être grossier et inférieur. Lui-même accepte volontiers cette appréciation ; au besoin il s'attache à la provoquer et sait la mettre à profit pour réussir les plus habiles combinaisons, au détriment de celui qui se laisse prendre aux apparences. Il connaît le cœur humain, et il trouve bien vite le côté faible de chacun pour l'exploiter. Il est doué, en effet, de l'esprit d'observation qu'il applique aux hommes et aux choses. Il a, en toute matière, une conception simpliste qui le porte à généraliser. Un fait qu'il n'a pas constaté, n'existe pas pour lui ; en revanche, avec une logique primitive, il conclut facilement que ce qui a eu lieu doit se reproduire.

Proposez une amélioration ; vous aurez grand'peine à

la faire essayer ; si elle échoue, elle sera condamnée sans appel, alors même que l'insuccès tiendrait à des causes purement accidentelles, d'une facile vérification. Par contre, un procédé nouveau qui a donné des résultats matériels devient rapidement une pratique courante. Vous constaterez tour à tour, chez le même homme, une résistance presque invincible à admettre une innovation très simple et une facilité extraordinaire à s'assimiler des idées qui, inconnues la veille, deviennent élémentaires le lendemain.

Prenons des exemples afin de mettre en lumière ces phénomènes contradictoires ; en les envisageant séparément, on pourrait soutenir avec une égale abondance d'arguments, que le paysan est esclave de la routine, ou qu'il est un partisan zélé du progrès.

Lorsque la chaux commence à être employée dans un pays, les cultivateurs ne veulent pas en user ; ils ne conçoivent pas que les propriétés d'un sol soient modifiées par un faible apport de débris de pierre calcinée ; il faut insérer des clauses spéciales dans les baux à l'effet de propager la pratique nouvelle. Les premiers chaulages donnent des résultats qui frappent tous les yeux. Le jour où ces résultats se manifestent, ils opèrent une conversion générale et complète. Les cultivateurs se mettent à chauler avec entrain ; ils désirent chauler partout et toujours, de telle sorte qu'il devient nécessaire de modérer leur ardeur. A l'origine, ils ne voulaient pas croire à un effet utile ; plus tard, ils refusent d'admettre que cet effet ne se produise pas infailliblement, qu'il soit momentané, et qu'il ne puisse se prolonger qu'à l'aide de bonnes fumures.

Considérez aussi ce qui se passe pour les engrais chi-



miques. Tout d'abord on ne veut pas en entendre parler, et il est difficile de trouver un paysan qui consente à risquer une petite dépense pour s'en procurer ; après un essai qui réussit, on ne voit rien de supérieur ; on serait disposé à les employer à tort et à travers ; mais on a grand soin de donner ses préférences à la variété qui a été essayée. J'expliquais un jour, dans un petit groupe, le rôle de l'engrais complémentaire, et je m'efforçais de montrer, qu'en raison même de son principe, il devait avoir une composition variable suivant les terrains et les cultures : « Vous aurez beau dire, Monsieur Edmond, déclara un de mes auditeurs : n'empêche que le meilleur de tous les engrais est celui que la maison X... donne pour 16 francs ; je l'ai éprouvé, je n'en prendrai jamais d'autre. »

Le phylloxera a fourni également l'occasion de constater combien le paysan est à la fois routinier et progressif. A l'heure présente, il y a encore des pays où, comme en Champagne, on ne croit pas à l'existence du fléau. Le temps n'est pas loin où les idées étaient les mêmes en Auvergne. J'ai connu, près de Clermont, un propriétaire qui avait réalisé une belle fortune dans des entreprises de travaux publics. Il était revenu au pays et faisait cultiver ses vignes ; or, plusieurs taches phylloxériques avaient été signalées dans sa commune ; comme mon homme jouissait d'une grosse influence qui lui avait valu un double mandat de ses concitoyens, j'essayais de lui faire comprendre qu'il y avait urgence à constater l'étendue du mal et à prendre des mesures pour le combattre. Pendant que je lui parlais, je le voyais sourire, mais j'étais loin de m'attendre à la déclaration qui termina notre entretien :



« Vous êtes jeune, ça ce voit, s'écria-t-il d'un accent convaincu, un rien vous étonne. Moi, je suis vieux : de tout temps, sachez-le bien, il y a eu des vignes dépérissantes. Il ne faut pas effrayer le monde ; ça nous ferait du tort. Puisque vous prétendez qu'il y a des petites bêtes sur les racines, apportez-m'en quelques-unes, je les mettrai dans mes vignes et je vous montrerai si j'en ai peur. Voilà le cas qu'on en doit faire. »

Je restai stupéfait de cette profession de foi. Je n'ai pas eu la satisfaction de convaincre mon incrédule, car il mourut peu de temps après notre conversation ; s'il lui était donné de revivre quelques instants, il serait bien surpris d'entendre ses électeurs causer de pépinières et de plants américains, et de voir les diplômes de greffeur délivrés dans sa commune. Quand je dis qu'il serait étonné, je me trompe : il ferait comme les autres, et peut-être même serait-il capable de soutenir de bonne foi que c'était moi qui refusais de croire au phylloxera.

J'aurais bien d'autres anecdotes à raconter. J'en choisis une qui me paraît caractéristique, parce qu'elle montre le paysan résistant à des changements simples et utiles, mais sachant en réaliser de lui-même de plus difficiles, lorsqu'il pense pouvoir en tirer profit.

Un capitaliste de ma connaissance avait acheté une vaste propriété dans un pays où la culture était fort arriérée. Avec un zèle de néophyte il se mit à inaugurer de meilleures méthodes de culture ; ne reculant devant aucun sacrifice, il donna l'exemple d'utiles améliorations. Loin de trouver des imitateurs, il ne réussit même pas à changer les habitudes du personnel qu'il employait. Par une fantaisie d'amateur que sa situation financière autorisait,



il introduisit la culture de la vigne, tout en ayant la certitude que le climat ne permettait pas d'en tirer un produit régulier et rémunérateur ; à raison de cette conviction, il ne crut pas devoir propager les essais. Les années ayant été exceptionnellement favorables, il obtint quelques récoltes. Immédiatement les paysans de la contrée commencèrent à planter ; avec une rapidité surprenante, ils s'improvisèrent vignerons, persuadés qu'on les avait engagés à essayer des procédés de culture sans valeur, mais qu'on leur avait caché la seule opération qui fût avantageuse, le novateur voulant s'en réserver exclusivement le bénéfice.

Il ne serait donc pas juste de prétendre que les cultivateurs s'obstinent à garder des idées surannées et qu'ils sont incapables de tout progrès. Mais la culture, le fait est constant, est le plus souvent fondée sur la routine : pourquoi s'en étonner ? Il n'y a pas si longtemps qu'on s'occupe de la faire progresser. Lorsque le paysan a été émancipé par la Révolution, il a été livré à lui-même sans guide et sans soutien. Pendant des siècles, il avait été tenu dans une dépendance qui procédait tantôt d'une mesquine oppression, tantôt d'un patronage bienveillant. Il a gardé une défiance instinctive, qui ne l'empêche nullement de chercher un appui et des conseils parce qu'il en sent la nécessité. Les empiriques et les sorciers ont su discerner ces diverses tendances et ils ont eu pendant longtemps la haute main sur les gens comme sur les bêtes dans toutes les campagnes.

Le règne de ces exploiters touche à son terme : pour en hâter la fin, il importe de mettre en regard les inconvénients que présente la continuation des vieux errements et les avantages qui doivent résulter du progrès. Les



paysans, je ne crains pas de l'affirmer, sont assez intelligents pour réaliser les améliorations et les changements nécessaires. Il s'agit seulement de les convaincre qu'ils en tireront profit. Voilà le point de départ des réformes et la condition de leur réussite.

La propagande, faite directement par les savants les plus compétents et les plus éloquents, resterait sans utilité ni résultat. Au contraire, un homme pratique, qui jouit de la confiance de ses voisins, pourra toujours, quand il le voudra, exercer une réelle influence. Ainsi s'explique l'action si heureuse et si puissante d'un Jacques Bujault.

Ai-je bien traduit vos sentiments et vos idées, père Mathieu ? Vos voisins, j'en suis sûr, s'accordent avec nous. Toute la question, n'est-ce pas, est de vous persuader les uns et les autres qu'il y a un bénéfice à faire et vous vous chargerez du reste.

---

## CHAPITRE IX

### Travail à bras. — Travail mécanique

Les cultivateurs, tout en suivant de vieux errements qui ne répondent plus aux nécessités de l'heure présente, sont capables de réaliser des changements, pourvu qu'ils soient convaincus d'y gagner de l'argent. C'est du moins

mon appréciation, et j'ai résumé, dans notre précédente causerie, les raisons sur lesquelles je m'appuie. S'il en est ainsi, les efforts des hommes de bonne volonté qui se dévouent à la cause de l'agriculture, doivent tendre à vulgariser quelques principes fondamentaux dont l'application soit susceptible de produire des résultats immédiats et saisissants.

Quels résultats est-il permis d'attendre des réformes que nous avons signalées comme pratiques ?

Tout d'abord, il est facile de démontrer que la substitution des machines au travail de l'homme présente de nombreux avantages. Presque partout la main-d'œuvre devient de plus en plus rare et chère. Non seulement les ouvriers et les domestiques demandent de plus gros salaires, mais ils sont plus difficiles, plus exigeants ; au temps jadis, beaucoup de serviteurs s'attachaient à leurs maîtres et à leur besogne, tandis que de nos jours, pour un oui, pour un non, on les voit passer d'une exploitation à l'autre. Les produits agricoles baissent de prix et il y a de plus grands frais pour les obtenir : double motif pour que les profits diminuent.

Admettons que le blé se vende 20 francs le setier ; le cultivateur sera dans une moins bonne situation qu'autrefois, lorsque les cours descendaient à ce niveau. En effet, il y a quarante ans, un domestique coûtait vingt pistoles (1), aujourd'hui il faut parler de cent écus au minimum. Pour solder son gage, il suffisait jadis de porter dix setiers au marché : maintenant il faudra en vendre quinze. Le raisonnement est aussi simple que probant.

(1) La pistole vaut 10 francs, l'écu 3 francs.

Plus nous irons, plus on sera obligé de dépenser pour cultiver et moins on aura de chances de voir s'élever le prix des produits. Par conséquent il y a un intérêt évident à s'attacher à réduire les frais et à augmenter la production. Il n'y a pas de meilleur moyen pour résoudre la difficulté, pour se tirer d'affaire que de se procurer des instruments perfectionnés et de les utiliser. Le travail de l'homme a des limites ; son prix est en rapport avec les services qu'on en retire. Au contraire le travail de l'outil peut être ininterrompu ; il coûte d'autant moins qu'il est plus employé. Une machine que vous faites marcher toute l'année, vous fournira le travail moins cher que si elle fonctionne seulement pendant trois mois, la dépense d'achat est la même, et l'usure est insignifiante. En outre, dès qu'un instrument passe dans l'usage universel, son prix s'abaisse parce qu'on le fabrique par grosses quantités, tandis que la population s'accroissant lentement, le nombre des bras consacrés à la terre reste égal ; plus on en a besoin, plus il faut payer.

L'expérience prouve que toutes les fois que deux producteurs se trouvent en présence, l'un se servant de machines et l'autre travaillant de ses mains, le premier force le second à disparaître, parce qu'il s'enrichit en fournissant à un prix qui ne permet pas à son concurrent de vivre. Les exemples sont nombreux : j'en citerai quelques-uns qui me paraissent de nature à vous convaincre de cette vérité.

Il n'y a pas longtemps, on entendait, jusque dans les moindres villages, battre le métier de quelque tisserand : peu à peu le tic-tac a cessé, le métier mécanique avait tué le métier à bras. Autrefois, toute bonne ménagère oc-



eupait ses loisirs en filant et en tricotant. Savez-vous pourquoi on ne file plus dans les campagnes et pourquoi on tricote de moins en moins ? Tout simplement parce que des machines accomplissent la même besogne infiniment plus vite et à moins de frais ; pourtant ce travail à la main ne revenait pas cher, puisqu'il était exécuté d'ordinaire aux moments perdus. C'est pour un motif semblable que s'est fermée la Halle aux Toiles de Clermont où se faisait jadis un commerce important : les filatures et les tissages du Nord ont ruiné l'industrie locale qui se servait de procédés primitifs.

Allez dans l'arrondissement d'Ambert ; vous y rencontrerez de vieux scieurs de long qui réalisaient de jolis bénéfices en un temps où l'argent était plus rare qu'aujourd'hui. Ils parcouraient le pays de droite et de gauche et ils trouvaient partout de l'ouvrage bien payé. Interrogez les jeunes qui ont essayé de faire comme leurs aînés ; ils vous diront que la scie à ruban et les machines laissent leurs bras sans emploi : la profession a cessé d'être lucrative.

J'ai acheté dernièrement une montre garantie sur facture pour trois années et je l'ai payée... *quatre francs soixante-quinze centimes* ! Croyez-vous que pour un prix si minime un horloger travaillant à la main aurait pu établir une montre semblable, même en se contentant d'un salaire juste suffisant pour l'empêcher de mourir de faim. Eh ! bien, l'industriel qui livre cet article obtenu à l'aide de machines fera, j'en répondrais, d'excellentes affaires, s'il arrive à écouler ce qu'il peut fabriquer.

Oui, n'en doutez pas, dans toutes les branches de la production, le travail outil l'emporte sur le travail hu-

main. Cette règle, qui ne fléchit que dans le domaine de l'art et du luxe, s'applique à la production agricole. Les cultivateurs qui sauront s'y soumettre résisteront à la crise ; les autres auront beau travailler, ils s'épuiseront en efforts stériles ; ils disparaîtront peu à peu après avoir soutenu une lutte inégale dans laquelle ils iront s'appauvrissant de jour en jour. Leur place sera prise par de plus avisés. Telle est la loi du développement économique des sociétés.

J'entends dire bien souvent que les machines sont excellentes et qu'il y a des instruments fort utiles, mais qu'on ne peut s'en servir que dans les pays de grande propriété ; la culture, telle qu'elle se pratique en Auvergne, où le sol est morcelé, n'aurait pas la possibilité d'en tirer parti. Et ce sont des gens éclairés, des propriétaires instruits qui tiennent un pareil langage. Comment, il n'y aurait rien à faire autour de nous ? Mais ouvrez donc les yeux et regardez le matériel en usage. Vous trouverez encore l'araire, le vieil araire, l'outil qui servait aux Romains pour ouvrir les sillons, il y a deux mille ans. Pouvez-vous comparer son travail avec l'effet des charrues nouveau modèle. Hersez deux parties d'un même champ, l'une avec la herse en bois et l'autre avec une herse articulée, vous constaterez la différence entre un bon et un mauvais instrument. Quel est le cultivateur ayant la pratique des cultures sarclées qui consentirait à se priver des services de la houe à traction animale, et cependant combien y a-t-il d'exploitations dans le Puy-de-Dôme où l'on en ignore l'emploi ?

L'année dernière, la sécheresse a gravement compromis la récolte fourragère ; ses effets n'ont pas été aussi désas-



treux en Auvergne que dans d'autres pays ; néanmoins il a fallu utiliser au mieux la nourriture dont on disposait pour le bétail. A quelque chose malheur est bon : la disette a fourni l'occasion d'apprécier les avantages des instruments tels que hache-paille, coupe-racines, concasseurs, etc. Il est bien certain qu'il y a une diminution des frais quand on ne perd rien des aliments et qu'on les présente aux animaux sous une forme qui permet d'en mieux assimiler la partie nutritive. Renseignez-vous auprès des syndiqués qui ont tenté l'expérience soit par nécessité, soit pour profiter de la remise accordée par la Commission de répartition des fonds de secours ; vous serez obligé de reconnaître que, à ce point de vue, il nous reste un grand progrès à poursuivre.

La culture de la vigne qui s'effectue à la main est appelée à se modifier ; avant peu on labourera et on sarclera mécaniquement. Le vigneron, qui s'obstinera à conserver la main-d'œuvre actuelle sera forcé d'en venir à mettre la clef sous la porte. Il n'y a rien qui paye mieux que la vigne, telle est l'opinion commune. Cette opinion a été vraie ; déjà, dans certaines régions, elle a cessé d'être conforme à la réalité des choses ; elle sera fausse le jour que je crois prochain, où la vigne deviendra une culture industrielle. Le présent laisse entrevoir l'avenir. Dès maintenant les instruments sont indispensables : pourriez-vous sulfater un vignoble si vous étiez obligé d'asperger tous les ceps à la main. Les pulvérisateurs ont donné un caractère pratique à cette opération. Elle sera simplifiée encore à l'aide de chevaux ou de mulets porteurs d'appareils à grand travail.

L'engraissement des porcs est souvent une source de



profits dans la petite culture : pour le pratiquer, il faut faire cuire des aliments. Essayez successivement la marmite classique appendue à l'immense cheminée où le feu s'engouffre en se perdant, et la chaudière spéciale que l'industrie livre à très bas prix. Vous me direz ensuite si on ne peut pas réaliser une économie de temps et de combustible, qui se traduit au bout de l'année par de beaux écus dans la bourse de celui qui sait utiliser le progrès.

Les petites exploitations fournissent du beurre, du fromage, des volailles. Là encore des machines et des appareils sont en train d'opérer une révolution.

Nous verrons plus loin de quelle manière les cultivateurs qui ne sont pas assez riches pour acheter un outillage spécial pourront néanmoins bénéficier du progrès. Quant à présent, restant dans la généralité des principes qu'il serait facile d'appliquer à un cas donné, je conclus qu'il y a un intérêt évident, manifeste : 1° à changer les instruments en usage pour d'autres plus perfectionnés ; 2° à employer les machines et les outils dans toutes les opérations où ils peuvent remplacer la main de l'homme.

Méditez les considérations qui précèdent : vous y trouverez le germe d'une réforme avantageuse, pratique, à la portée du plus grand nombre.

---

## CHAPITRE X

### Principes fondamentaux en agriculture

#### La spécialisation

Je commence à craindre qu'on se lasse de nous suivre. C'est en vain que je me suis efforcé de résumer et d'abréger ; le sujet est si vaste, si complexe que l'analyse la plus sommaire risque de fatiguer l'attention des plus zélés. Nous ne sommes pas au bout. Je ne vous ai pas parlé des conditions générales auxquelles doit satisfaire l'agriculture qui est appelée à se spécialiser. J'ai encore à esquisser à grands traits le rôle de l'association et de la coopération, tel qu'il apparaît comme remède aux maux dont nous souffrons. Puis j'essaierai de soulever un coin du voile qui nous cache l'avenir et je vous ferai part des différentes conjectures émises sur le sort futur des cultivateurs. Enfin, après avoir jeté un regard d'ensemble sur tout ce que je vous aurai successivement montré, je formulerai des conclusions.

Au premier abord, ces questions vous paraîtront peut-être dépourvues d'intérêt, parce qu'elles sont étrangères à vos préoccupations habituelles. Pourtant, on ne saurait en méconnaître l'importance. Quand il pleut, il ne faut pas une grande intelligence pour faire comme le légendaire Jean de Nivelle. Le cultivateur prudent ne se contente pas de regarder l'eau tomber ; il cherche à prévoir le

temps ; il interroge l'horizon pour savoir si l'orage s'y forme dans la nuée ou si le ciel serein présage une belle journée.

De même, dans la crise, il y a des effets saisissants, qui se manifestent avec une telle évidence qu'il suffit d'ouvrir les yeux pour s'en rendre compte. J'ai signalé ces effets, et chacun de vos voisins, en raison de son expérience personnelle, a pu se convaincre que je disais la vérité. J'ai dégagé dans votre esprit des idées qui y étaient déjà plus ou moins nettes, plus ou moins confuses. Il me reste à remplir une tâche difficile. J'ai à vous entretenir non point de ce qui existe, de ce que vous avez constaté vous-même, mais de ce qui doit être, de ce qui sera. Je vous ai expliqué le présent dont nous nous plaignons. L'avenir nous inquiète, essayons de le pénétrer afin de pouvoir travailler à le rendre favorable dans la mesure où le permettent les prévisions humaines.

L'agriculture, ai-je dit, doit se spécialiser. Que faut-il entendre par cette expression qui peut paraître étrange à quelques lecteurs ? Vous allez voir que sa signification est bien simple, aussi simple que le changement qu'elle caractérise.

Autrefois le cultivateur s'efforçait de produire tout ce qui lui était nécessaire. Son ambition était d'arriver à pourvoir lui-même à ses besoins, de se suffire pour sa nourriture, pour ses vêtements, pour son chauffage, etc. La pratique était conforme aux principes, l'usage d'accord avec les intérêts. En effet, comme nous l'avons expliqué, par suite de la difficulté des communications et de la cherté des transports, il y avait jadis un avantage évident à trouver tout sous la main, chaque contrée étant presque



obligée de se contenter de ce que les campagnes pouvaient fournir à la consommation des habitants.

Aujourd'hui la situation est bien différente : grâce aux chemins de fer, aux routes, aux canaux, à la navigation fluviale et maritime, il est facile de faire venir à peu de frais des produits de tous les pays. L'étranger ne nous envoie pas seulement des aliments de luxe destinés à la table du riche : il contribue pour un notable contingent à la nourriture des classes laborieuses. Souvent la population ouvrière mange du pain fait avec la farine des blés américains. Il en est du superflu comme du nécessaire, les produits expédiés de loin pénètrent jusque dans les petits ménages : ainsi les oranges, qui nous arrivent d'Espagne et d'Algérie, se vendent dans les rues de nos villes aussi bien que les pommes cueillies dans les vergers de la Limagne.

Les agriculteurs ne se sont pas rendu un compte exact de la portée de ce changement qui est capital et dont les conséquences modifieront la production aussi sûrement qu'elles ont influé sur la consommation. On continue à suivre les mêmes pratiques, bien qu'elles n'aient plus de raison d'être. Les événements conduisent le monde, réglant la vie des particuliers et les destinées des nations : rien ne saurait prévaloir contre un fait matériel. L'homme doit savoir se plier aux circonstances et il peut toujours tirer parti de ce qu'elles ont de favorable ; il convient à l'occasion de changer son fusil d'épaule, suivant l'expression vulgaire.

Pour vous faire comprendre ma pensée, je vais vous montrer dans un cas spécial la mise en œuvre de ce procédé et les résultats obtenus.

Vous connaissez tous le pantalon rouge de nos soldats. Sa couleur était tirée jadis de la garance, plante dont la culture faisait la richesse du Vaucluse. Un beau jour un chimiste découvrit dans le charbon un colorant, l'alizarine, qui donnait la même teinte. Du coup la culture de la garance cessa d'être lucrative et les agriculteurs qui s'y adonnaient tombèrent dans la détresse, ne trouvant plus d'acheteurs pour leur récolte, parce que la fabrication industrielle fournissait un produit similaire, un succédané, en quantité illimitée et à bas prix. Il y eut un moment difficile à passer : comment et par quoi remplacer la plante qui jouait un rôle prépondérant dans l'assolement.

La question, surgissant à l'improviste, était embarrassante. Il se produisit une gêne générale et des ruines individuelles, avant qu'elle fût résolue. Cependant quelques agriculteurs avisés se dirent qu'à une culture intensive il convenait de substituer une culture de même nature. Partant de cette idée que les terres à garance étaient parvenues à un haut degré de fertilité et que le climat permettait de compter sur une maturité précoce, ils essayèrent de faire des légumes. Les essais furent couronnés de succès et peu à peu l'industrie des primeurs inaugura une nouvelle ère de prospérité.

Tel apparaît le progrès avec son double rôle, cause et remède des crises. Une découverte ruine un pays ; sous l'empire de la nécessité, les habitants changent leur exploitation ; ils tirent parti des avantages du climat et utilisent les nouvelles facilités de transport procurées par les chemins de fer. Ayant le moyen d'expédier au loin et par une voie rapide des légumes frais, ils s'improvisent jardiniers ; ils se mettent à approvisionner de primeurs Paris



et les grandes villes, augmentant de jour en jour leur production et leurs bénéfices. Après avoir conquis la clientèle urbaine, ils s'appliquent à trouver de nouveaux débouchés dans les campagnes mêmes : le melon de Cavaillon notamment pénètre aux quatre coins de la France, jusque dans les petites localités.

La concurrence, nous le savons, est devenue universelle. On ne peut la soutenir qu'en se plaçant dans les conditions les plus favorables. Dès lors, au lieu de chercher à produire un peu de tout comme autrefois, il importe de se spécialiser, c'est-à-dire qu'il faut choisir et s'attacher à faire exclusivement les produits convenant le mieux au sol et au climat, en tenant compte des débouchés et de ses ressources propres. Il y a donc quatre conditions à remplir pour cultiver avec profit, parce qu'il y a quatre éléments essentiels à considérer dans une exploitation agricole : 1<sup>o</sup> la température ordinaire ; 2<sup>o</sup> la nature du sol ; 3<sup>o</sup> la facilité de la vente ; 4<sup>o</sup> les dépenses à effectuer.

Tout d'abord il est évident que le climat joue un rôle prépondérant. On ne peut pas cultiver dans le Nord les plantes et les arbustes dont la végétation exige beaucoup de calorique ou qui périssent à la moindre gelée : il serait puéril, par exemple, d'introduire en Auvergne des orangers et des oliviers. De tout temps, cela va de soi, il a fallu tenir compte de la température. Mais, à l'époque où on s'efforçait d'obtenir un peu de tout, on a cherché à étendre les limites des régions agricoles et on a parfois cultivé avec profit des végétaux qui n'étaient pas placés dans les conditions normales.

Ainsi en a-t-il été de la vigne. Lorsque le vin était rare et cher dans une contrée, les propriétaires qui plantaient



ne faisaient pas toujours une mauvaise opération, même en n'obtenant que des récoltes incomplètes, et une boisson de qualité inférieure. Par suite de l'élévation des prix, on admettait généralement qu'une bonne année suffisait pour compenser deux mauvaises. Mais aujourd'hui les propriétaires des pays peu favorables à la vigne ne sont plus seuls pour approvisionner la consommation locale; ils se trouvent en concurrence avec les vignerons du Midi, qui récoltent en abondance et peuvent livrer à meilleur marché. La conséquence est inévitable et elle ne se fera pas attendre: la région où l'on cultive la vigne va se restreindre progressivement pour rentrer dans ses limites naturelles. La force des choses indiquera ces limites aux agriculteurs qui les auront méconnues.

J'entends vanter et je vois encourager le petit propriétaire qui défonce des rochers dans la montagne pour créer à force de travail quelques arpents de vigne. Je n'hésite pas à dire qu'il perd son temps, sa peine et son argent. A quoi peuvent aboutir ses efforts? A obtenir très irrégulièrement une méchante piquette qui lui reviendra beaucoup plus cher que du bon vin. Sans doute, il y a un certain intérêt de curiosité à établir que la vigne végète sur les bords de la Sioule entre Manzat et Menat ou jusque dans le canton de Besse; mais la spéculation viticole est déplorable dans ces régions, parce qu'elle n'est pas favorisée par le climat.

L'obligation de lutter contre d'autres producteurs, qui caractérise la situation actuelle, nous fait une loi de considérer les conditions climatiques dans le choix des cultures; c'est une nécessité qui ne s'imposait pas avec la même rigueur dans le passé et qui est devenue fondamen-

tale, impérieuse, inexorable en raison du développement des voies de communication, de la facilité et du bon marché des transports.

Donc, ne forçons pas notre climat, nous ne ferions rien avec profit.

Mais, dira-t-on, s'il en est ainsi, que deviendront les horticulteurs ? Ne cherchent-ils pas précisément à obtenir des plantes, des fleurs et des fruits qu'on ne produit pas en plein air.

La réponse est facile. Les horticulteurs travaillent surtout pour le luxe, et les règles ordinaires de la production ne s'appliquent ni au luxe ni à l'art, comme j'ai eu soin de l'indiquer. Ainsi la France, qui est le pays de la vigne par excellence, importe pendant l'hiver des raisins de la Belgique et de l'Angleterre où on a installé de magnifiques serres, des *forceries* modèles. Inutile d'ajouter que ces raisins se vendent très cher. Si, non contents de cultiver artificiellement quelques treilles pour satisfaire une coûteuse fantaisie gastronomique, les Anglais se mettaient à couvrir leurs champs de vignobles, ils feraient une folie, parce qu'ils iraient à l'encontre du premier des principes agricoles.

Le second principe est tiré du sol lui-même. Il y a des terres riches et des terres pauvres, des terres sèches et des terres humides, les unes fortes, les autres légères, calcaires, siliceuses et argileuses. Je ne veux pas écrire un chapitre sur la géologie. Je me bornerai à rappeler une vérité incontestable et incontestée en disant que certaines plantes conviennent à certains terrains : ce sont ces plantes qu'il faut choisir pour obtenir de pleines récoltes et lutter contre la concurrence.



Que diriez-vous d'un propriétaire qui s'aviserait de convertir en bois une fertile prairie, de planter des pins dans un verger de la Limagne. Ne vous paraîtrait-il pas changer un écu contre un franc. Eh bien ! toute proportion gardée, le paysan qui sur la pente des côteaux défriche de maigres terres de peu d'épaisseur, exposées à être ravinées à chaque orage, ne fait pas une meilleure opération. Les quelques setiers de seigle qu'il récoltera momentanément avant que le sol soit dénudé, lui coûteront beaucoup plus cher que s'il les achetait au marché. Dans une semblable situation, un bois, un pâturage ne donnent qu'un faible rendement ; mais, si faible qu'il soit, ce rendement est encore préférable à la perte laissée forcément par la culture dans les conditions où elle a lieu, eu égard aux cours actuels et aux facilités d'approvisionnement.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Vous avez vu mettre la charrue dans des terres qui étaient en friche depuis un temps immémorial, de telle sorte que le parcours et la vaine pâture tendaient à disparaître. Suivant toute probabilité, vous serez témoin d'un phénomène inverse. Il arrivera en France quelque chose d'analogue à ce qui s'est passé en Ecosse. Là, dans les montagnes, dans les highlands, se rencontrait une population de tenanciers, appelés *crofters*, qui vivaient chichement et péniblement en cultivant un peu d'avoine dont ils faisaient la base de leur nourriture. Par suite du progrès économique que l'Angleterre a connu de bonne heure, grâce à sa puissante marine, ce système d'exploitation cessa d'être rationnel : il devint presque insuffisant à procurer une maigre alimentation aux travailleurs qui ne pouvaient rien prélever sur la récolte pour



payer les propriétaires. Ceux-ci cherchèrent vainement à reprendre possession de leurs terres. Les malheureux crofters, ne sachant où passer et que devenir, refusaient de quitter l'humble toit qui abritait leur misère. Pour les obliger à déguerpir, les landlords se mirent à détruire par l'incendie toutes les habitations. Certes, ce procédé fut barbare ; il excita une légitime indignation dans le monde civilisé. Rien ne saurait justifier une rigueur aussi impitoyable ; au fond, elle ne fit que hâter une transformation logique, la conversion de mauvaises terres non susceptibles de culture lucrative en pâturages destinés à fournir un petit revenu sans frais.

Chez nous la propriété est très divisée : les changements, qui sont inévitables, ne s'accompliront qu'insensiblement. Mais, j'ai le regret d'être obligé de le dire, il faut s'attendre à voir la culture se restreindre et la population diminuer dans plusieurs régions. De nombreuses situations individuelles seront atteintes. On ne pourra plus conserver les vignes mal situées ni ensemençer les plus mauvaises terres. Ceux qui auront acheté de semblables parcelles au temps où elles avaient une valeur locale par ce motif qu'elles conféraient un monopole aux détenteurs, seuls fournisseurs du marché, ceux-là subiront une perte regrettable, une épreuve fâcheuse. Toutefois, on ne doit pas oublier que le progrès nous dédommage par d'autres bienfaits. S'il appauvrit, il crée aussi la richesse. N'y a-t-il pas des contrées où les bois étaient sans valeur, faute de moyens pour les exporter. La construction des chemins de fer et le percement de routes à travers ces contrées auront permis de transformer en espèces sonnantes des arbres inutilisés jusque-là. Ailleurs,

on aura ouvert des carrières, installé des fours à chaux, fondé des établissements industriels. A tout prendre, la somme des avantages l'emportera sur les inconvénients.

Autrefois, lorsque chaque pays était pour ainsi dire isolé et obligé de se suffire, les terres avaient une utilité relative, une valeur d'occasion et de situation. Aujourd'hui la concurrence est universelle. Les terrains sont replacés dans l'état qu'ils tiennent de la nature : il faut les voir avec leurs qualités et leurs défauts et les cultiver en conséquence, en leur demandant exclusivement les produits qu'ils sont susceptibles de fournir aux meilleures conditions.

Ce n'est pas tout : il est nécessaire de considérer un troisième élément, la facilité de la vente, c'est-à-dire les débouchés. Il doit toujours y avoir harmonie entre la production et la consommation. La loi de l'offre et de la demande, qui est fondamentale dans toute société où le jeu des échanges reste libre, fait sentir ses conséquences en agriculture. Il n'existe pas un seul produit agricole qui soit susceptible de procurer de gros profits en tout temps et en tout lieu. Le froment lui-même, si longtemps envisagé comme la récolte la plus avantageuse, ne donne plus des bénéfices certains, contrairement à l'ancienne croyance. Une des raisons, c'est que les besoins de l'alimentation n'ont pas suivi la progression des emblavures dont l'extension semblait de nature à favoriser un accroissement illimité de richesse. Sachons donc nous débarrasser des vieilles idées, des opinions préconçues, des préjugés, afin de méditer les événements et d'agir suivant les circonstances.

Enfin, il est essentiel de calculer exactement les dé-



penses et de ne rien entreprendre au delà des ressources. Il vaut encore mieux rester dans la routine que de se lancer à la légère dans des améliorations qu'on n'a pas le moyen de mener à bonne fin. Dans le premier cas, tout homme a chance de vivre sans se donner ni peine ni tracas ; dans l'autre hypothèse, le cultivateur le plus intelligent et le plus actif sera presque fatalement conduit à la ruine. Pourquoi les habitants des campagnes sont-ils sceptiques en matière de progrès ? Parce qu'ils ont vu sombrer une foule d'entreprises basées sur des nouveautés ; parfois ces entreprises reposaient sur une bonne idée et étaient bien dirigées, mais l'argent manquait pour les soutenir. Je puis vous citer un exemple célèbre. Mathieu de Dombasle, le grand agronome, malgré ses qualités éminentes et son esprit profondément judicieux, a laissé en souffrance les intérêts qui lui étaient confiés faute d'avoir un capital en rapport avec son système d'exploitation.

Le défaut de proportion entre le but et le moyen a toujours été une cause d'insuccès. Or, à l'heure présente, la crise diminue les ressources et elle nous crée l'obligation d'introduire des changements et des améliorations qui exigent de plus grandes dépenses. Comment résoudre la difficulté ? Sans doute le crédit agricole, qui nous est promis, permettra de trouver des avances ; mais l'initiative individuelle et des efforts isolés ne suffiraient pas pour rendre la prospérité à l'agriculture. Son relèvement ne peut être assuré que par le concours des bonnes volontés, c'est-à-dire par l'association : à ce point de vue, il convient de s'inspirer d'un esprit nouveau.



## CHAPITRE XI

### Association et Coopération

Quand on étudie l'organisation et le mécanisme des sociétés contemporaines, on constate dans leur développement économique deux phénomènes fondamentaux et opposés, l'un régissant la production et l'autre les échanges. Pour tout ce qu'il s'agit de créer et de fabriquer, la division du travail est la base du progrès : c'est en partie par cette raison que l'agriculture est appelée à se spécialiser, comme je l'ai expliqué. Au contraire, lorsque les marchandises sont créées, lorsqu'il faut les faire circuler et les vendre, le principe du succès réside dans la concentration des opérations. Ainsi le commerce, qui s'est transformé comme tout le reste, a accompli une évolution complètement différente de celle que l'industrie a réalisée et que la culture doit poursuivre : telle est en dernière analyse la cause de la réussite des grands magasins.

Est-ce un bien, est-ce un mal ? La question pourrait être longuement discutée. Je suis de ceux qui pensent que le commerce est fait pour le public ; et, la masse des consommateurs profitant du changement par l'abaissement des prix, la transformation ne me semble pas avoir tous les inconvénients qu'on lui reproche. Quoi qu'il en soit, elle constitue un fait certain, indiscutable et il n'est pas possible d'en faire abstraction. Or, si l'agriculture pro-

duit, elle vend aussi ; il est même permis de dire d'une manière générale qu'elle ne produit que pour vendre. La première opération prépare la seconde qui pratiquement constitue le profit ou la perte. Dès lors, l'agriculture doit tenir compte des conditions nouvelles du commerce.

Je n'aurai garde de mettre en cause les commerçants, gens fort honorables pour la plupart, parmi lesquels je compte nombre d'amis. Mais, personne ne le contestera, les professions agricoles ont une tout autre importance que les professions commerciales, surtout que celles consistant à acheter des denrées dans de grands pots pour les revendre dans des petits, à se procurer des liquides en fûts pour les débiter en verres ou en bouteilles. Au chef-lieu de votre canton, il y a quarante-sept patentés pour débit de boissons à un litre quelconque, hôtels, cafés, auberges, buvettes, comptoirs. Les choses marcheraient-elles plus mal s'il n'y en avait qu'une douzaine ? Non, sans doute, et le pays n'en serait pas plus pauvre. Concluez de là que divers éléments du commerce ne sont pas des éléments essentiels de prospérité, puisqu'ils peuvent disparaître sans dommage sensible, tandis que si on cessait de cultiver le quart ou le cinquième des parcelles qui s'étendent sur le territoire de la commune, il en résulterait un appauvrissement immédiat. La première nécessité est de vivre, et c'est l'agriculture qui y pourvoit : elle nourrit le genre humain. Donc, il y a un intérêt majeur à la favoriser : n'hésitons pas à prendre toutes les mesures propres à la rendre prospère, sans nous préoccuper de porter plus ou moins atteinte à la situation de quelques intermédiaires.

Dans votre enfance, père Mathieu, vous avez connu

des gens qui avaient vécu pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire. Quand ils causaient de ce temps-là, ils ont dû vous parler des accapareurs qui, dit-on, cherchaient à faire la famine pour s'enrichir. L'imagination populaire a grossi leurs méfaits ; mais leurs agissements tombaient sous le coup de la loi, les pouvoirs publics s'efforçaient de les prévenir et de les empêcher. Jadis, une des plus grandes préoccupations des municipalités était d'assurer l'approvisionnement. Il existe encore pour divers marchés de vieux règlements qui sont inspirés par cette idée dominante : ils défendent notamment aux revendeurs de commencer leurs opérations avant une certaine heure. On voulait que les habitants de chaque localité eussent la facilité d'acheter tout ce qui était nécessaire pour leur subsistance et on leur accordait une sorte de droit de préemption sur les denrées amenées et mises en vente. Si vous vous rappelez ce que je vous ai dit de la difficulté des communications et des transports, vous comprendrez la raison de cette réglementation qui peut paraître puérile à la jeune génération.

En effet, le rôle des marchés a changé comme leur physionomie : les opérations qui s'y négocient ne représentent qu'une minime partie des transactions commerciales. Combien se vend-il de sacs à la halle ? Les affaires se traitent au café, quand elles ne sont pas conclues sur place. Voilà ce que vous pouvez voir autour de vous : vous ne voyez pas tout, il s'en faut. A côté des opérations au comptant, des opérations fermes, il y a des négociations fictives, les négociations à terme où l'on joue sur la différence des cours, sans avoir aucun besoin de la marchandise ; ceux qui la vendent ne la possèdent pas et ceux qui



l'achètent n'ont point l'intention d'en prendre livraison. Les uns et les autres se servent d'un produit quelconque, blé, sucre, alcool, comme ils se serviraient de cartes, pour se livrer au jeu, en pariant à la hausse ou à la baisse. Afin d'arriver à gagner, les grands spéculateurs du jour emploient des procédés à côté desquels les agissements des anciens accapareurs semblent enfantins. Emportés par la passion du jeu, désireux de faire violence à la fortune, étrangers à toute autre considération, sans souci de la justice ou de la morale, les agioteurs poursuivent avec acharnement leurs combinaisons qui ont pour résultat de nuire alternativement aux producteurs et aux consommateurs.

Quel est le remède à ce nouvel état de choses ? Faut-il demander qu'on applique aux spéculateurs les lois faites contre les accapareurs ? Ce serait un moyen aussi mauvais qu'inefficace, car en pratique il est difficile de tracer la ligne qui sépare l'usage permis de l'abus illicite. Ne touchons pas à la liberté d'autrui, même quand elle nous gêne, mais sachons user à notre tour de la liberté pour nous associer en vue de la défense de nos intérêts.

Le monde entier ne forme plus qu'un seul marché immense, ouvert chaque jour, dont les moindres fluctuations se font sentir aux plus lointaines distances avec la rapidité de l'électricité qui en porte partout la nouvelle. Pendant la courte durée d'une séance, on a vu à la seule bourse de New-York se vendre plus de blé qu'on n'en récolte dans une année à travers les Etats-Unis. Alors que le commerce a subi une transformation complète, alors que la spéculation a acquis une puissance formidable, les cultivateurs n'ont rien fait pour essayer d'écouler leurs produits plus facilement, plus avantageusement ; ils restent

exposés sans défense à tout ce qui peut être tenté contre leurs intérêts. Non seulement ils ont à craindre les coups de l'agiotage, mais ils sont encore obligés pour réaliser leurs marchandises de solliciter le concours d'une foule d'intermédiaires qui, naturellement, prélèvent un bénéfice aussi élevé que possible. Le nombre de ces intermédiaires a augmenté, bien que la facilité actuelle des communications et des échanges soit de nature à rendre leur intervention moins nécessaire en rapprochant le producteur et le consommateur : ce sont des parasites qui vivent aux dépens des deux parties. Je suis loin de les blâmer ; ils font preuve d'intelligence et ils usent d'un droit légitime ; seulement, ils ne doivent pas trouver mauvais que nous cherchions à nous affranchir de leur tutelle, à ne plus passer sous leurs fourches caudines.

La loi de 1884 sur les syndicats a mis entre les mains des cultivateurs un merveilleux instrument de défense, s'ils savent s'en servir. Cette loi a déjà reçu une utile application pour l'achat des objets nécessaires à l'agriculture, spécialement des engrais. Mais, en ce qui concerne la vente des produits agricoles, à peine commence-t-on à essayer de dégager les résultats qu'elle est susceptible de donner. Il règne au sujet des syndicats et des sociétés coopératives, une certaine confusion qu'il faut faire cesser si l'on veut retirer de ces deux formes distinctes d'association tous les bienfaits qu'elles contiennent en germe.

Le syndicat est une société professionnelle ; il ne peut comprendre que des personnes du même métier, mais il leur confère le droit de s'occuper de tous les intérêts qui se rattachent à l'exercice de ce métier sans aucune restriction. La coopération est ouverte indistinctement à tous



ceux qui veulent poursuivre en commun la réalisation de bénéfices à distribuer proportionnellement à la production ou à la consommation de chaque participant : le but est spécial et il n'est pas permis de s'en écarter. Il y a des gens qui n'exercent aucune profession, qui restent oisifs et qui ne sauraient être considérés comme producteurs ; mais il n'y en a point qui ne soient pas consommateurs, parce que personne ne peut vivre sans manger. Dès lors, l'association, grâce à ses modes divers, apparaît comme avantageuse à l'universalité des citoyens. En tant que cultivateurs nous avons à nous prévaloir du principe de l'association professionnelle consacré par la loi de 1884, tout en conservant le droit d'employer comme tout le monde la forme coopérative dans les cas particuliers où nous aurons intérêt à y recourir.

L'association nous servira pour l'organisation du crédit, pour l'achat en commun de l'outillage nécessaire aux petites exploitations, pour la réalisation de tous les changements imposés par la crise. Je ne puis qu'effleurer ce sujet qui exigerait de longs développements : j'aurais voulu vous parler notamment de l'aménagement des eaux, qui deviendrait facilement une source de profits pour le département, de la création de fruitières dans la montagne où l'industrie pastorale conserve des procédés arriérés. J'espère en avoir dit assez pour inspirer le désir de se grouper et d'unir ses efforts afin de travailler de concert au relèvement de l'agriculture.

Le succès ne s'obtiendra pas sans peine. Pour arriver à des résultats pratiques, il importe avant tout de se cantonner sur le terrain des intérêts professionnels et de rester soigneusement à l'écart des agitations stériles de la



politique. Sans doute les membres d'un syndicat conservent le droit individuel de penser et d'agir absolument comme bon leur semble, mais ils doivent veiller à ce que l'institution ne soit pas détournée de son but pour être mise au service d'ambitions personnelles. Il faut aussi que la forme coopérative ne soit pas usurpée pour couvrir des spéculations privées : le public a intérêt à ne pas se laisser tromper. Enfin, il importe que l'association reste ouverte à ceux qui ont le droit d'en faire partie : elle est basée sur un sentiment de solidarité qu'on perd trop souvent de vue, et, quand une société réussit, les premiers adhérents ne se font aucun scrupule de s'en réserver le bénéfice en excluant tout nouveau participant.

Je suis convaincu que l'avenir appartient à l'association et à la coopération ; mais je crois aussi que la transformation des idées et des usages rencontrera de nombreuses difficultés et s'opérera lentement. Le mouvement ne s'accélérera que si sa direction est prise par des hommes indépendants, éclairés, ayant l'intelligence du devoir social et la ferme volonté de le remplir avec un dévouement désintéressé.

---

## CHAPITRE XII

### Prévisions sur l'avenir

Dans nos précédentes causeries, je vous ai fait part de mes réflexions personnelles ; ce que je vous ai dit est basé sur l'observation. Pour terminer, j'exposerai les idées des auteurs qui ont étudié la crise : ils sont nombreux et leurs appréciations diffèrent beaucoup. On peut cependant les rattacher à l'une des trois doctrines dont je vais résumer les conclusions.

En premier lieu, l'école des économistes ne voit dans la situation faite à l'agriculture que la conséquence naturelle de la transformation opérée dans la vie moderne par les découvertes de la science, spécialement par la vapeur et l'électricité. Les conditions matérielles de l'existence ont changé. De nouveaux et puissants moyens de production ont été mis à la disposition de l'homme ; ils ont révolutionné l'industrie qui s'est concentrée dans de vastes établissements. Les petits fabricants disparaissent peu à peu ; l'usine remplace partout l'atelier de famille où le père travaillait avec ses enfants. De riches sociétés, groupant l'argent du public par des émissions de titres, gèrent toutes les entreprises les plus importantes, les transports par les chemins de fer, les bateaux à vapeur, les omnibus et tramways, les mines, les forges, hauts fourneaux, aciéries, etc. De même les grands magasins sup-

plantent les boutiquiers et les commerçants qui perdent chaque jour leur ancienne clientèle : les achats vont de préférence aux immenses bazars où l'on trouve réunies les marchandises les plus variées, sans cesse renouvelées.

Pendant que cette révolution s'accomplit, l'agriculture reste attachée à des pratiques immuables : elle s'immobilise et ne sait pas tenir compte du progrès. Les cultivateurs continuent à se servir de procédés qui ne répondent plus aux exigences de la situation nouvelle. Faibles, isolés, ne disposant que de moyens de production primitifs, ils seront emportés avec les vieilles institutions sur les ruines desquelles s'élèvera une civilisation plus avancée. La terre passera entre les mains d'exploitants qui sauront mettre au service de la culture la double force de l'intelligence et du capital. Il se formera des sociétés pour acquérir des domaines et les cultiver en utilisant toutes les découvertes et tous les progrès. Ce changement sera démocratique parce qu'il mettra le sol à la disposition du plus grand nombre. Chacun aura la faculté d'en avoir une part plus ou moins considérable en achetant des actions de ces sociétés. Tout le monde pourra jouir des avantages de la propriété et en éviter les embarras, la charge étant remplie par les compagnies foncières. La terre sera affranchie de toute entrave. Elle se vendra facilement par la négociation des titres qui en représenteront la valeur ; le prêt sur ces titres fournira du même coup la solution de la question du crédit agricole.

Telle est la perspective que nous montrent les économistes. Les socialistes partagent plusieurs de leurs idées : ils acceptent les prémisses, mais ils en tirent d'autres conclusions. A les en croire, pour qu'un peuple soit heu-



reux, pour qu'une nation soit prospère, pour que le sol soit bien cultivé, pour qu'il donne des profits, il est nécessaire qu'il cesse d'appartenir à des particuliers; il ne s'ensuit pas cependant qu'il doive passer à des compagnies foncières. Puisque le progrès change les conditions de l'existence, les cultivateurs seront forcés de céder la place; seulement c'est l'État qui la prendra. Ne constitue-t-il pas l'association la plus parfaite, celle qui représente l'universalité des citoyens et l'ensemble des intérêts. Pourquoi laisserait-on se former des sociétés financières. Nul mieux que l'État n'est en mesure d'organiser l'exploitation du territoire: par conséquent, il convient de nationaliser le sol dont la jouissance sera concédée à ceux qui travaillent. Le gouvernement, émanant du peuple, dirigera la culture et rétribuera chacun selon son mérite. On inaugurerait ainsi le règne de l'égalité et de la justice.

Une troisième école enseigne une doctrine distincte. Elle admet, avec les deux autres, que l'agriculture, telle qu'elle a été pratiquée dans le passé, ne pourra pas se maintenir dans l'avenir. Le sort des cultivateurs changera, comme leur rôle; il s'améliorera en devenant moins pénible. La propriété privée subsistera; mais il ne sera plus nécessaire d'en obtenir un produit à l'aide d'un labeur incessant; car diverses découvertes, qu'on entrevoit déjà, permettront aux hommes de se nourrir sans demander des récoltes à la terre. Dans la nature, rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme. Si l'agriculture a subvenu jusqu'ici à l'alimentation, c'est que les peuples suivent d'anciennes traditions et gardent l'habitude d'une certaine nourriture. Dans les pays civilisés, on mange du pain, des légumes, de la viande. Chacun de ces

aliments contient des substances nutritives que la chimie a analysées et qu'elle pourra fournir à volonté, parce qu'elles existent sous d'autres formes. Le jour viendra où il ne sera plus utile de semer du blé et d'élever du bétail. On fabriquera des tablettes qui contiendront tout ce qu'il y a dans le pain, tout ce qu'il y a dans la viande. Au moyen d'essences parfumées on leur donnera les goûts les plus variés pour flatter les palais les plus délicats. D'autre part, les rations seront exactement dosées : il sera facile de régler la consommation suivant l'âge, le poids et le tempérament ou selon l'appétit et la fantaisie. La fabrication des nouvelles substances alimentaires, tirées directement de la matière, ne coûtera presque rien ; elle sera exécutée par les agents naturels. On ne fera pas seulement travailler la vapeur, l'électricité, le vent, les cours d'eau : on emmagasinera pour l'utiliser la chaleur du soleil, la force des marées, etc. La vie sera à bon marché ; l'existence, s'écoulant sans peine ni fatigue, deviendra agréable pour tous, pauvres et riches. La terre ne sera plus qu'un vaste jardin, arrangé pour l'agrément. On sera ramené au Paradis terrestre, et l'homme, ayant asservi tous les éléments, apparaîtra véritablement comme le roi de la création.

Que faut-il penser de ces diverses prévisions, résumées dans un aperçu sommaire ? Il y a d'abord un point sur lequel elles s'accordent, à savoir l'impossibilité de conserver la culture sans aucun changement. En effet, on ne se trouve pas en présence d'une simple crise, on est en face d'une véritable révolution, d'un ordre de choses nouveau. Sera-t-il tel que l'annonce la science, prophétisant par la voix des chimistes ? Je crois au progrès incessant et indé-



fini : je concède volontiers qu'il y aura dans la vie matérielle des changements qu'il serait difficile de préciser ; mais il me répugne d'admettre que l'homme arrive à se nourrir sans viande ni légumes, qu'il ne soit plus ni végétarien ni carnivore. Je plaindrais son sort si ce rêve devenait jamais une réalité. Prenez un pauvre diable réduit à la mendicité et privé d'asile ; dites-lui que vous allez le nourrir avec des pilules ou des tablettes formant une ration équivalant à des mets succulents, je gage qu'il préférera la moindre soupe qu'on lui trempe dans les fermes où il demande l'hospitalité chaque soir. A plus forte raison les gens plus fortunés perdraient-ils à ne plus avoir toutes les bonnes choses qui entrent dans l'alimentation actuelle, moins scientifique peut-être, beaucoup plus agréable à coup sûr. Ajoutons que pour entretenir la terre en jardin, il faudrait plus de travail que pour la cultiver. Qui voudrait consentir à se charger de l'entretien, alors qu'on n'aurait pas besoin de travailler pour vivre. En supposant que les ronces et les mauvaises herbes cessent de pousser, le jour où le travail ne serait plus nécessaire, la civilisation serait bien près de disparaître : la discorde se mettrait entre les hommes et la guerre éclaterait entre les nations. Considérons donc la théorie des savants, formulée par Berthelot, comme un simple paradoxe.

L'idéal des socialistes n'est pas moins singulier : il n'est ni probable ni désirable qu'il se réalise. La société ne serait plus qu'un immense couvent laïque où chacun serait forcé d'entrer sans vocation et sans que le vœu volontaire d'obéissance vienne faciliter l'abnégation de la personnalité. On serait privé de la liberté, le plus précieux des biens, dont la conquête a exigé des siècles de luttes



et de souffrances. L'humanité, au lieu de progresser, retournerait à un état voisin de la barbarie. Il est absurde de croire qu'il suffit de décider par des lois que tous les hommes jouiront du bonheur, pour qu'ils soient heureux. Le progrès ne se commande pas. Le travail n'est fécond, ne donne un maximum de résultat que s'il est libre et si celui qui l'accomplit a la certitude d'en recueillir les fruits pour lui et les siens. La propriété est la base de tout état policé.

Enfin les économistes se placent à un point de vue trop spécial ; absorbés par l'étude des lois de la production, ils ne tiennent pas assez compte d'un autre facteur important, la force morale, la volonté humaine. Ils ont raison de dire que les cultivateurs, faibles et isolés, seraient impuissants contre la crise. Les hommes abandonnés à eux-mêmes peuvent être comparés à des atomes de poussière ; or le vent chasse la poussière et l'orage la change en boue. Mais l'association viendra fournir la cohésion et rendra la résistance plus facile. Il ne s'agit pas de toucher à la liberté ; au contraire, il faut lui venir en aide en lui fournissant le moyen pratique de s'exercer utilement. L'humanité progressera surtout par l'initiative individuelle, appuyée sur la solidarité.

Voilà l'idée qui doit nous guider et qu'il importe de répandre. Unissons-nous pour nous prêter un mutuel appui. Il y a encore, Dieu merci, des cœurs généreux ; il y a aussi des esprits clairvoyants qui aperçoivent les fissures du vieux moule dans lequel est coulée la société. Ceux-ci feront par nécessité et par intérêt ce que d'autres entreprennent avec un noble dévouement. Nous défendons notre foyer, nous travaillons pour la patrie. Ne nous

inquiétons ni des critiques ni des railleries. Laissons dire, pourvu qu'on nous laisse faire. Déployons notre drapeau et marchons hardiment avec cette devise : *Paix aux hommes de bonne volonté.*

---

## CHAPITRE XIII

### Conclusion

Nous sommes parvenus au terme des recherches dans lesquelles j'avais promis de vous guider. Elles ont été longues et vous devez être fatigué, père Mathieu. Avant de nous séparer, arrêtons-nous un instant ; nous en profiterons pour jeter un regard en arrière sur le chemin parcouru.

Au début, nous avons vu que la valeur de la propriété rurale a baissé dans toute la France d'une extrémité à l'autre. La dépréciation de la terre, qui varie en moyenne de vingt-cinq à trente-cinq pour cent, est imprévue et anormale. Elle s'est produite au moment même où l'argent était devenu plus abondant, où la fortune mobilière venait de prendre un prodigieux accroissement. Cette baisse, succédant à une plus-value qui s'accroissait de siècle en siècle, est le signe caractéristique de la crise.

Quelles en sont les causes ? Il y en a plusieurs, très différentes les unes des autres. Il y a d'abord des causes

accidentelles et passagères : une série de mauvaises années, les maladies de la vigne et particulièrement le phylloxera. C'est un fait digne de remarque que presque tous les végétaux cultivés deviennent sujets à des accidents qui n'atteignent point les mêmes végétaux restés à l'état sauvage. On peut se demander si la culture, qui s'efforce de grossir la production, ne diminue pas la rusticité; il suffit de comparer par exemple la carotte qui a pris place dans les récoltes sarclées avec la carotte primitive, mauvaise plante qui infeste certains champs mal tenus, pour avoir une idée des modifications que les soins et la sélection peuvent amener. Nous reproduisons la vigne au moyen de la plantation, tandis que le mode naturel de reproduction est le semis. Il est permis de penser que la culture forcée et la fructification poussée à l'excès contribuent à affaiblir les sujets en les laissant exposés à des maladies qu'on ne connaissait pas jadis. Je ne prétends point trancher une question si nouvelle de physiologie végétale; mais, quelle que soit la valeur de l'explication, le fait est constant : les plantes et les arbustes, qui entrent dans nos cultures, sont attaqués par beaucoup de maladies. Il n'est pas moins certain que nous venons de traverser une série d'années peu favorables, une période de mauvaises récoltes.

Il y a toujours eu des alternatives d'abondance et de disette : seulement elles n'ont plus les mêmes effets. Autrefois leur répercussion se faisait sentir sur la consommation; aujourd'hui elle porte sur l'agriculture, par ce motif que la concurrence est devenue universelle. Il n'y a plus à craindre la famine, ce qui est un grand bienfait, ni à espérer des prix aussi rémunérateurs, ce qui est fâcheux.



Dès que la hausse est signalée sur un point, les envois y affluent de tous les côtés, même des pays étrangers : en conséquence les prix tendent constamment à fléchir. C'est là un phénomène nouveau qui aggrave la situation. La crise, comme nous l'avons expliqué, a des causes économiques. Les cultivateurs ont perdu le monopole de l'approvisionnement des marchés de leur région. Les cours ne s'établissent plus d'après leur production et leurs apports. La spéculation les règle, quand elle ne les fausse pas ; elle sait dans tous les cas les exploiter au mieux de ses intérêts.

Les chemins de fer et les bateaux à vapeur suppriment les distances. Le progrès a changé les conditions matérielles de la vie. Il a influé également sur les goûts, les idées et les habitudes. On s'éloigne de la culture qui a cessé d'être en faveur : c'est une des principales raisons de la baisse de la propriété. La terre rapporte moins et on ne se contente plus du même revenu pour acheter. Jadis on se disputait les moindres parcelles sans regarder au prix. Aujourd'hui on hésite à acquérir si on n'est pas assuré de placer son argent à un taux élevé. Il se présente cette anomalie que l'intérêt va en se réduisant pour les valeurs mobilières, et que néanmoins on ne se décide à immobiliser ses fonds en propriété que s'ils doivent donner un gros rendement. On considère que la possession du sol entraîne des ennuis, des charges, des assujettissements et on ne consent à en assumer les risques qu'avec la perspective d'être dédommagé par un notable profit.

Il y a beaucoup de motifs pour qu'on ne tienne plus à posséder la terre et encore moins à la cultiver. Le service militaire joue un rôle dans ce mouvement de désaffection,

de même que l'exemple donné par les classes aisées et aussi l'éducation qui est mal comprise. Les familles ne sont plus stables : chacun pour soi, telle est la devise adoptée. Les enfants ne songent qu'à leur intérêt pécuniaire immédiat : ils consentent difficilement à rester avec leur père pour travailler sous sa direction, préférant courir les chances d'un établissement distinct plutôt que de s'entendre pour grossir le patrimoine commun dont le partage se ferait peut-être trop attendre. Dans l'ancien temps, plus les cultivateurs avaient d'enfants, plus ils étaient riches, parce que leur culture était en rapport avec le nombre des bras. Maintenant les enfants sont une charge : à peine élevés, ils quittent leurs foyers.

Pendant longtemps la terre a procuré la considération et la fortune : elle donnait des honneurs et des profits. La suppression du concours des plus imposés dans le vote des centimes extraordinaires a fait disparaître le dernier privilège attaché à sa possession. D'un autre côté la crise a diminué le rendement. Il ne serait donc pas juste de laisser la propriété supporter toutes les charges dont on l'avait grevée, lorsqu'elle constituait la principale et presque l'unique richesse : ces charges n'auraient plus les compensations qui les rendaient supportables dans le passé. On commence à le comprendre. On se rend compte aussi que la prospérité de l'agriculture est d'une importance capitale pour une nation. On est d'accord pour la favoriser : on entre ainsi dans une voie qu'on n'aurait pas été disposé à suivre, il y a quelques années.

Il faut que les agriculteurs formulent eux-mêmes leurs griefs et leurs revendications. Nous vivons dans un temps de démocratie, dans un pays de suffrage universel. Ce



n'est pas en nous lamentant sur notre sort que nous l'améliorerons. On peut plaindre les faibles, on les secourt quelquefois : jamais on ne leur cède la place. Nous avons pour nous le nombre. Entendons-nous, montrons que nous avons conscience de notre force et nous obtiendrons bien vite toutes les satisfactions que nous sommes en droit de réclamer. Mais ayons soin de nous en tenir à des réformes utiles, pratiques ; ne nous laissons pas égarer par les promesses fallacieuses des ambitieux et des utopistes. Songez à tous les programmes présentés depuis vingt ans et voyez ce qu'on en a réalisé. Il ne coûte rien de prendre un engagement, quand on n'a pas l'intention de le tenir. Chaque candidat se croit obligé pour réussir d'enchérir sur son concurrent. Beaucoup de professions de foi rappellent la célèbre formule : « Demander plus à l'impôt et moins au contribuable ; » comme c'est le contribuable qui paie l'impôt, l'application présente la difficulté du problème de la quadrature du cercle.

Nous connaissons le mal ; où sont les remèdes ? On a cru que pour rendre la prospérité à l'agriculture, il suffirait de mettre des droits sur les produits étrangers. Nous savons que ce n'est là qu'un palliatif. Les droits étaient nécessaires pour enrayer l'importation étrangère ; mais il ne faut pas songer à les élever indéfiniment. La situation ne changera et ne s'améliorera définitivement que si les agriculteurs abandonnent la routine et s'inspirent d'un esprit nouveau. Il importe qu'ils ne gardent pas des idées, des habitudes et des procédés de culture qui ne répondent plus aux exigences de la situation. Les instruments et les machines doivent être substitués autant que possible au travail à bras. L'agriculture est appelée à se spécialiser.



Toutefois, il est essentiel de n'opérer la transformation qu'avec méthode et prudence. Il ne faut pas s'engouer des idées nouvelles, des théories scientifiques que l'expérience n'a pas consacrées. Les engrais chimiques sont excellents ; l'emploi d'aliments de substitution, tels que les tourteaux, donne souvent les meilleurs résultats. Il serait absurde de conclure qu'on n'a plus besoin de fumier ni de foin. L'excès en tout est un défaut.

Le cultivateur exerce la plus utile des professions : c'est aussi la plus difficile. Elle implique non seulement des connaissances techniques, mais encore la science de l'ingénieur et l'habileté du négociant : l'homme qui posséderait toutes les qualités et tous les talents ne serait même pas assuré d'y réussir. En effet, l'agriculture constitue une industrie puisqu'elle fabrique des produits variés, et un négoce puisqu'elle vend et achète. Elle court tous les risques d'une entreprise quelconque ; de plus, elle est à la merci des éléments. Elle est exposée à perdre en quelques instants le fruit de son labeur. La grêle, la gelée, la sécheresse, les épizooties, etc., peuvent déjouer toutes les prévisions et porter atteinte à des situations acquises par un long travail.

Il est facile de critiquer. On a bien vite dit que les cultivateurs sont gens arriérés, incapables de comprendre et de réaliser le progrès ; les reproches qu'on leur adresse sont exagérés. Pour apprécier le paysan, il ne suffit pas de l'étudier dans le présent, il faut se rappeler ce qu'il a été dans le passé. Descendant de Jacques Bonhomme, il est resté défiant ; il ne croit guère aux intentions désintéressées et il n'est pas disposé à suivre les conseils, surtout quand ils émanent de messieurs portant paletot.

Mais il a l'esprit d'imitation : il sait mettre à profit les exemples qu'il a sous les yeux dès qu'il espère réaliser un bénéfice. Pour le faire entrer dans la voie des améliorations, il faut des actes plutôt que des paroles.

Volontaires ou non, de nombreux changements sont inévitables. Il est impossible d'arrêter le cours des événements et il faut se plier aux circonstances. Il y a moyen d'en tirer parti : nous avons indiqué dans quel sens il fallait diriger ses efforts. Après avoir expliqué le présent, nous avons cherché à pénétrer l'avenir. Nous connaissons les conjectures auxquelles il donne lieu ; sans nous dissimuler qu'il y a une part forcée d'aléa et d'incertitude, nous avons cherché à séparer dans les prévisions ce qui est chimérique et ce qui est vraisemblable. Il est permis de croire que, suivant la loi du progrès, les conditions de l'existence s'amélioreront ; mais il n'en faut pas conclure que la science nous ramènera au paradis terrestre ; et, si le temps prédit par les chimistes devait jamais arriver, on ne tarderait pas à voir se vérifier le vieil adage : « l'oisiveté est la mère de tous les vices. »

Les socialistes rêvent d'un état de choses qui ressemblerait fort à la servitude, sauf cette différence que la tyrannie serait exercée au nom du peuple au lieu d'être imposée par un homme. Loin de toucher à la propriété, il faut souhaiter et faire en sorte que chacun ait à soi un foyer qui est une petite patrie. Si les princes tiennent à leurs palais, les pauvres gens ne sont pas moins attachés à leur modeste demeure : il y aurait intérêt à en assurer la conservation en la déclarant insaisissable. Voilà une réforme vraiment démocratique. Elle a été réalisée déjà en d'autre pays, où l'on comprend que l'asile de la famille

doit être inviolable. En Angleterre, suivant le dicton, le vent et la pluie peuvent entrer dans la chaumière du pauvre : le roi ni les agents de la royauté n'ont le droit d'y pénétrer ; c'est à ce respect du *home*, à son amour, que la race anglo-saxonne doit en partie sa prospérité et sa forced'expansion. En France, où l'on se pique de fraternité, où l'on invoque sans cesse les principes humanitaires, la loi autorise à requérir les agents de la force publique pour expulser un petit propriétaire malheureux après l'avoir ruiné en frais d'expropriation, sans aucun profit pour les créanciers (1).

Ainsi que le disent les économistes, les cultivateurs faibles et isolés ne pourraient pas résister à la crise ; mais l'association viendra cimenter les assises de la vieille société qui menacent de crouler. Au lieu de porter atteinte à la liberté, il convient de lui venir en aide, de favoriser l'esprit d'entreprise, de fournir un appui à l'initiative individuelle. L'humanité progressera avec le sentiment de la solidarité volontairement acceptée. Si tous les cultivateurs comprenaient et déclaraient qu'ils sont solidaires, leur salut serait assuré ; que pourrait-on tenter contre une association de plusieurs millions de citoyens, unis pour une cause commune et résolus à mettre un terme aux abus. Les agioteurs, devenus impuissants, disparaîtraient, comme ont disparu les accapareurs, et ne ne seraient bientôt qu'une curiosité historique.

Les syndicats ont pris l'initiative d'un mouvement qui

(1) Un projet de loi, proposé par M. Lévêillé, tend à introduire en France la législation du homestead : il est à craindre qu'il n'aboutisse pas.



ne s'arrêtera plus, pourvu qu'ils s'occupent exclusivement d'intérêts professionnels et qu'ils évitent avec soin de se mettre au service des partis politiques. Ils contribueront à rétablir la concorde, la bonne harmonie en rapprochant les petits et les grands propriétaires, les fermiers ou métayers et les ouvriers agricoles ; les uns et les autres apprendront à se mieux connaître. L'expérience montrera que leurs intérêts sont étroitement liés et on verra disparaître une des principales causes du malaise social.

On discute depuis longtemps le point de savoir si la petite propriété ne vaut pas mieux que la grande. La vérité est que les deux ont leur utilité : ce sont des alliés dont la coexistence importe au bien général. La grande propriété seule peut tenter des essais, risquer des dépenses pour appliquer des procédés nouveaux, servir de guide dans la réalisation du progrès. La petite propriété provoque la plus-value du sol ; elle maintient la stabilité de l'Etat et conserve les forces vives de la nation. Les campagnes fournissent les meilleurs soldats, les travailleurs les plus énergiques, les hommes les mieux trempés pour lutter contre les difficultés de l'existence : si elles continuaient à se dépeupler, la décadence serait inévitable.

On s'est détaché de la terre, ce n'est pas douteux, mais on y reviendra, on y revient déjà. Si elle impose des exigences, elle offre des compensations ; elle procure la sécurité qui lui attirera vraisemblablement des capitaux ; on finira par se lasser de voir disparaître son argent dans les krachs financiers. D'un autre côté, les riches propriétaires ne sont plus assurés de toucher les fermages qui leur permettaient d'habiter la ville pour y jouir des distrac-

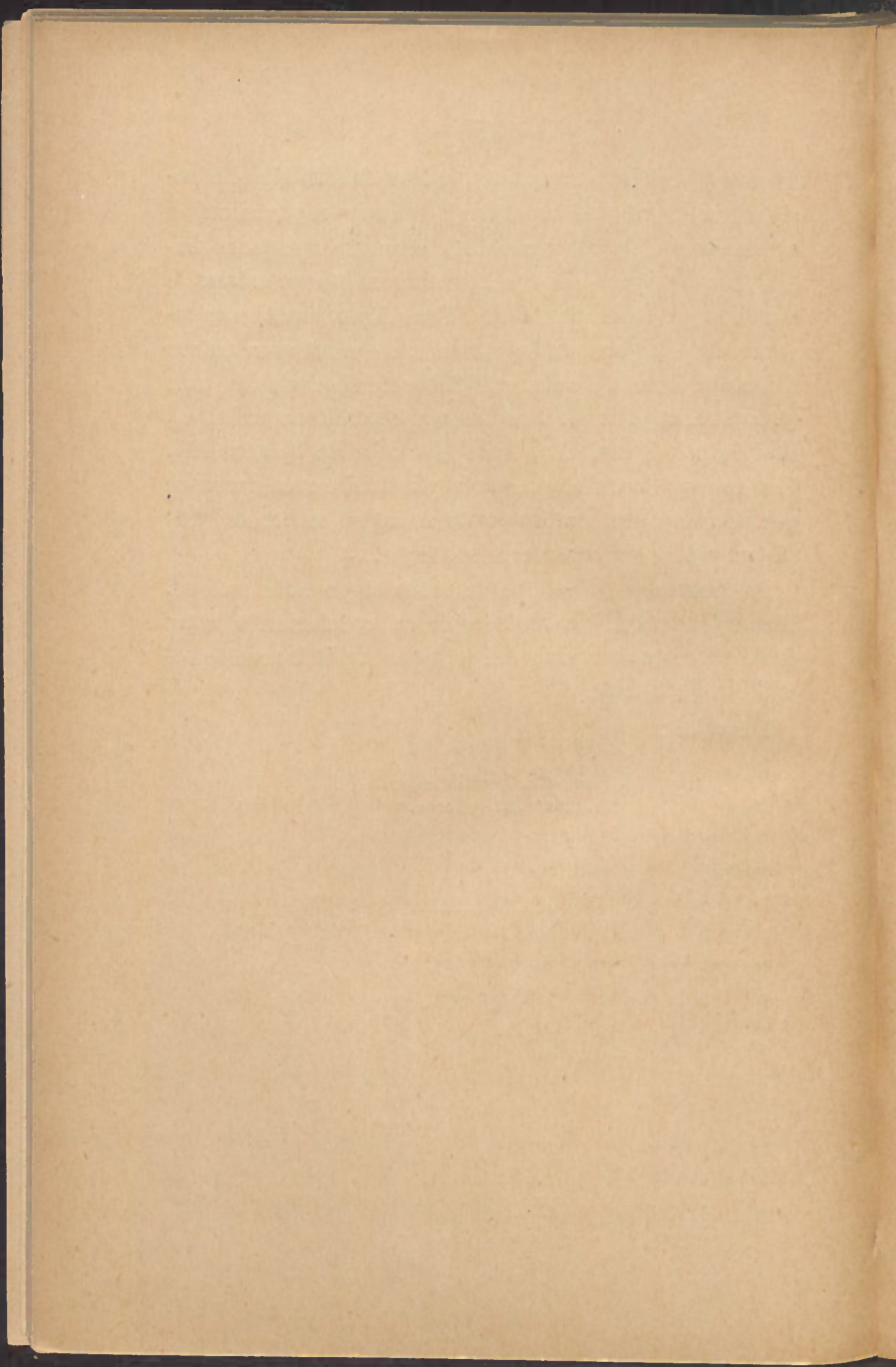
tions et des plaisirs mondains. Il leur faudra bien se résigner à la vie des champs. Beaucoup répugneront à s'occuper de choses agricoles, étrangères à leurs habitudes ; quelques-uns s'y intéresseront et reprendront la direction de leurs domaines. Tous dépenseront leurs revenus dans le pays qui les produit ; ils feront vivre autour d'eux une foule de gens que l'absentéisme laissait sans ressources et poussait vers les agglomérations urbaines. Il n'y a pas de meilleure école que celle de la nécessité. Espérons que nous saurons nous y instruire et comprendre que l'accomplissement du devoir social est encore le plus sûr moyen de sauvegarder ses intérêts.

Les proverbes, dit-on, résument la sagesse des nations. Il en est deux qui peuvent servir de conclusion à notre étude parce que leur mise en pratique serait le remède infaillible de la crise.

Les voici :

Aide-toi, le ciel t'aidera.  
L'union fait la force.

---





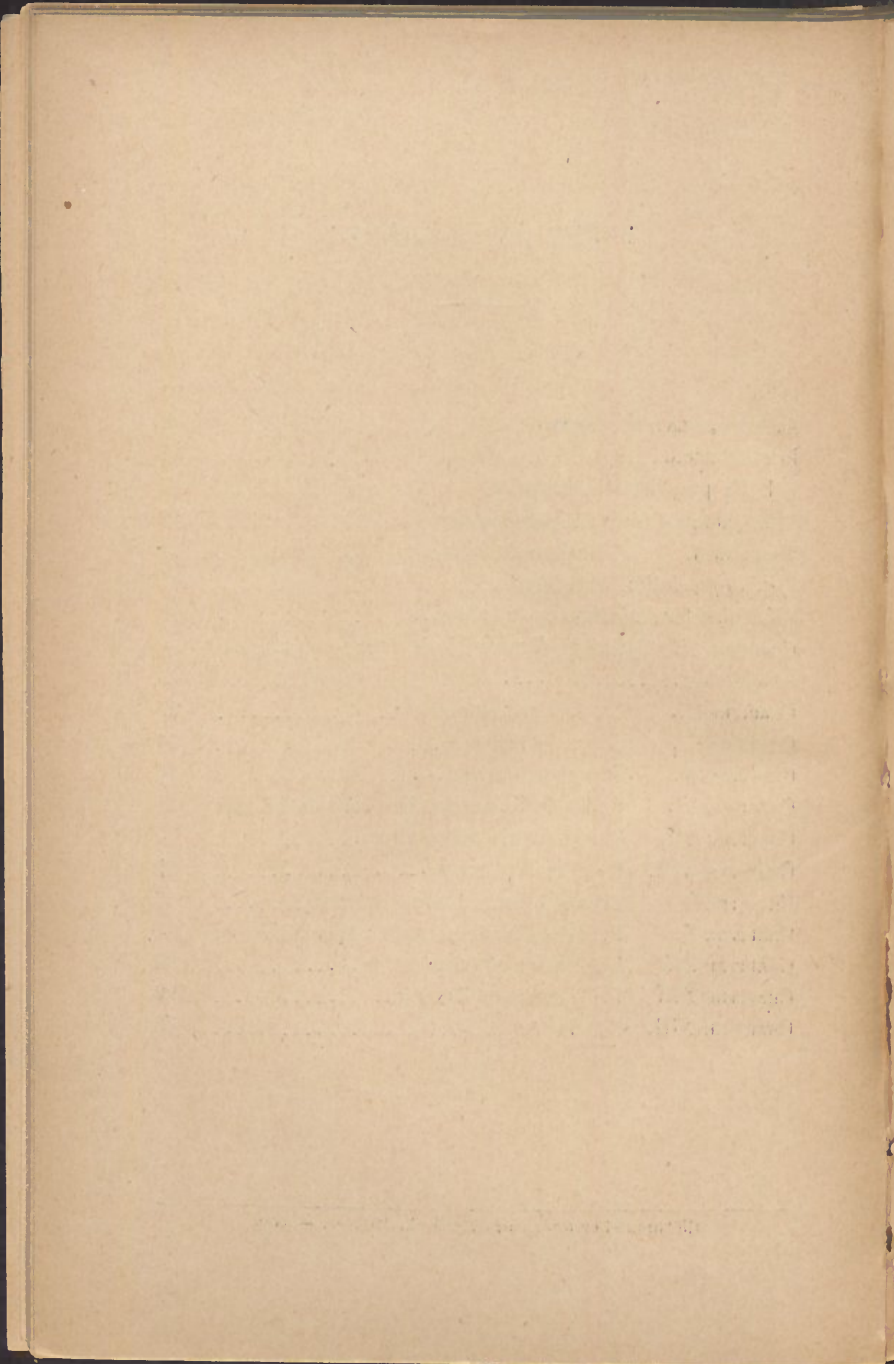
## TABLE DES MATIÈRES

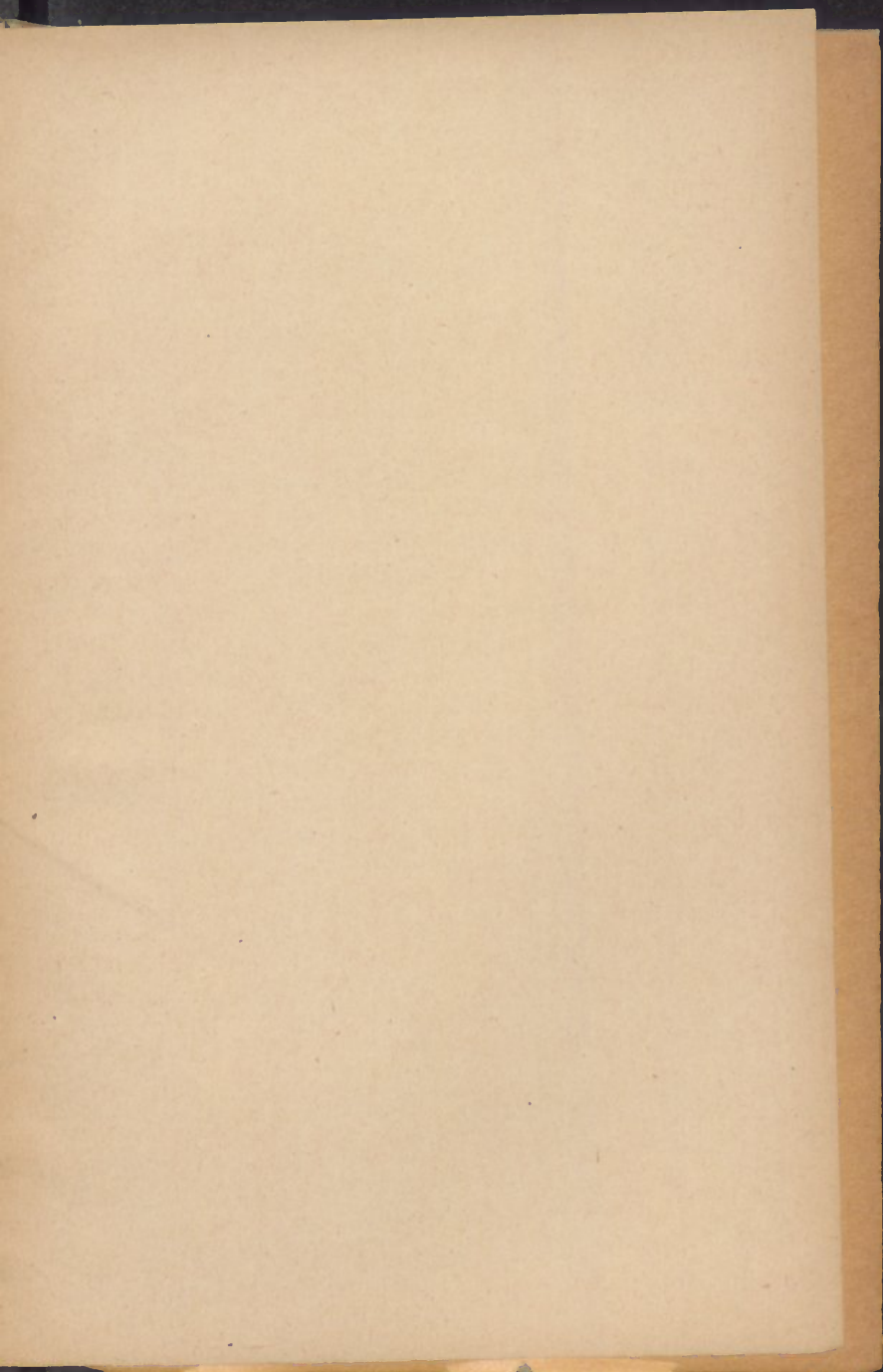
---

	Pages
AVERTISSEMENT DE L'AUTEUR.....	3
INTRODUCTION.....	5
1. Un propriétaire auvergnat.....	7
2. Quelques idées du père Mathieu.....	10
CHAPITRE I.    Criterium de la crise.....	14
a. Dépréciation de la terre.....	14
b. Caractère anormal de la baisse.....	18
CHAPITRE II.    Causes diverses de la crise ; causes acci- dentelles.....	23
CHAPITRE III.    Causes économiques.....	27
CHAPITRE IV.    Causes sociales.....	33
CHAPITRE V.    Causes politiques.....	40
CHAPITRE VI.    Remèdes de la crise : les droits de douane.	49
CHAPITRE VII.    Changements nécessaires.....	55
CHAPITRE VIII.    Routine et progrès.....	61
CHAPITRE IX.    Travail à bras, travail mécanique.....	67
CHAPITRE X.    Principes fondamentaux : spécialisation.	74
CHAPITRE XI.    Association et coopération.....	85
CHAPITRE XII.    Prévisions sur l'avenir.....	92
CHAPITRE XIII.    CONCLUSION.....	98

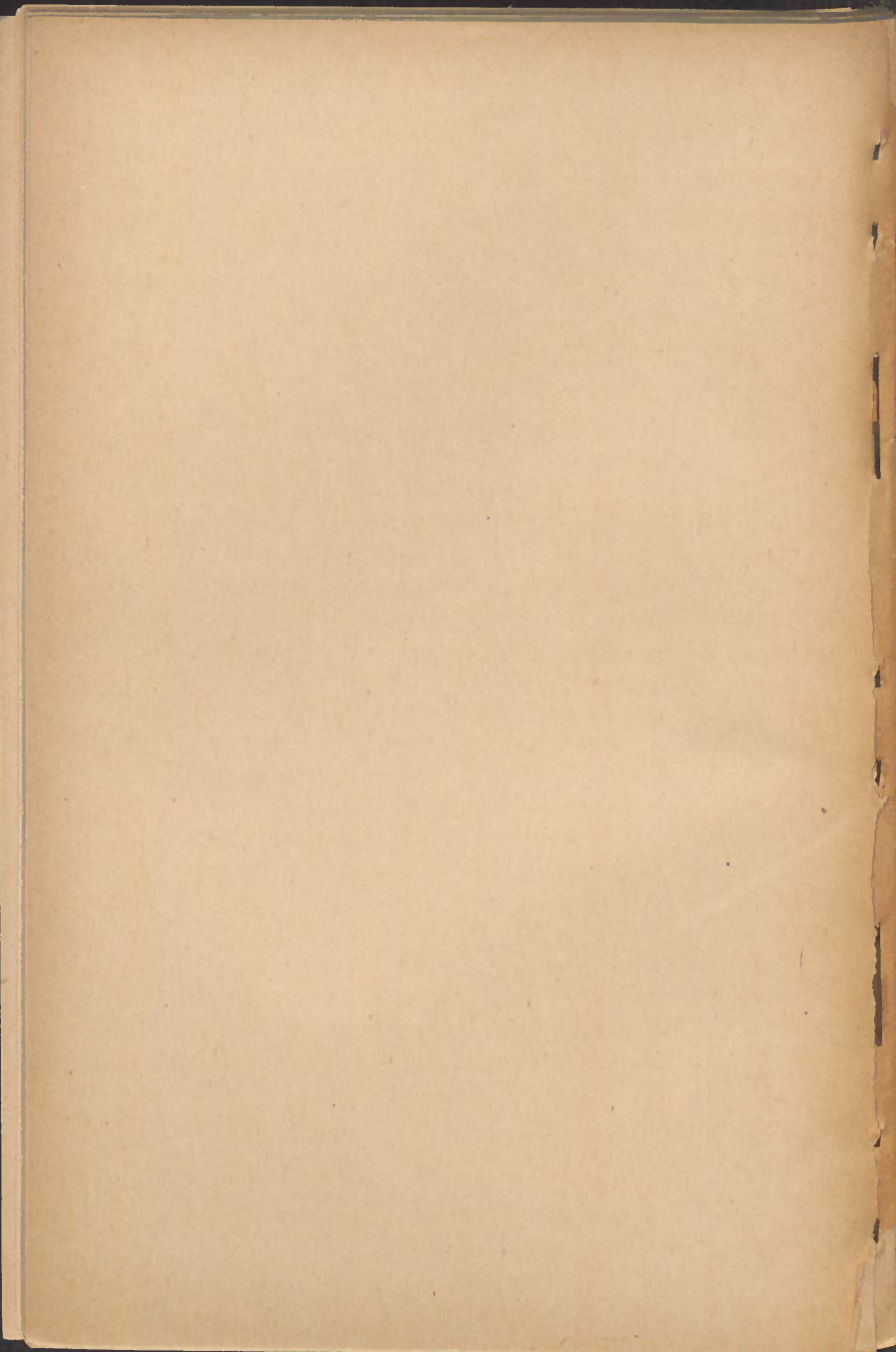
---

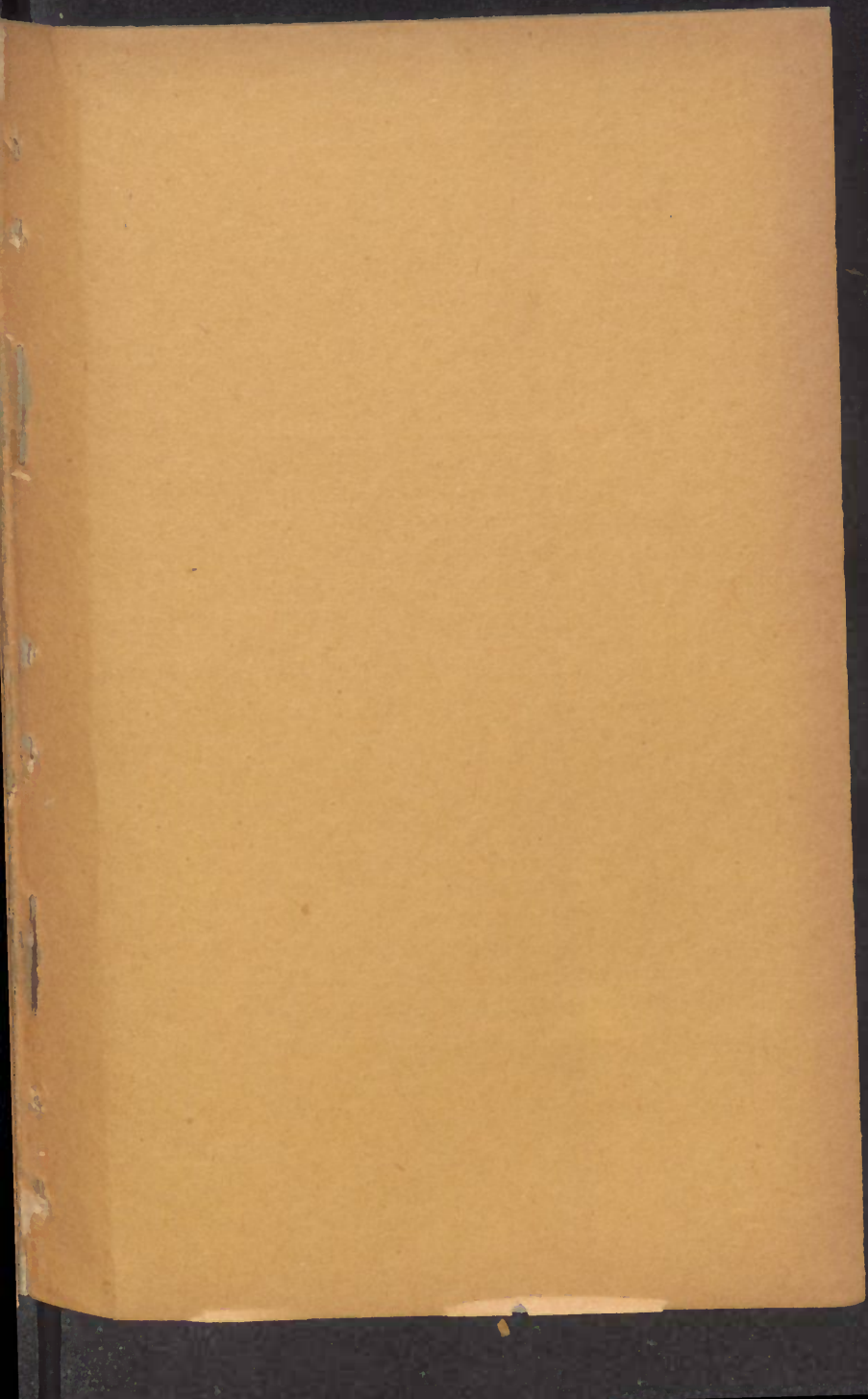
Clermont-Ferrand, Imprimerie L. BELLET. — 4699.











Librairie GUILLAUMIN et C<sup>ie</sup>, rue Richelieu, 14, Paris

## PETITE BIBLIOTHÈQUE ÉCONOMIQUE

Française et Étrangère

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE M. CHAILLEY-BERT

Collection n<sup>os</sup> 32 à 2 fr. 50

Volumes cartonnés et ornés d'un portrait.

- VAUBAN, **Dém Royale**, par M. G. Michel.  
BENTHAM, **Principes de Législation**, par M<sup>lle</sup> Raffalovich.  
GOSSE, **Œuvre Économique**, par M. Léon Say.  
J.-B. SAY, **Économie Politique**, par M. H. Baudrillart.  
ADAM SMITH, **Richesse des Nations**, par M. Courcelle-Seneuil.  
SULLY, **Économies Royales**, par M. J. Chailley.  
RICARDO, **Rente, Salaires et Profits**, par M. P. Beauregard.  
TURGOT, **Administration et Œuvres économiques**, par M. L. Robineau.  
JOHN-STUART MILL, **Principes d'Économie Politique**, par M. Léon Roquet.  
MALTHUS, **Principe de Population**, par M. G. de Molinari.  
BASTIAT, **Œuvres choisies**, par M. de Foville.  
FOURIER, **Œuvres choisies**, par M. Ch. Gide.  
F. LE PLAY, **Économie sociale**, par M. F. Auburtin.  
COBDEN, **Ligue contre les Lois-Céréales et Discours politiques**, par M. Léon Say.  
KARL MARX, **Le Capital**, par M. Vilfredo Pareto.  
LAVOISIER, **Statistique agricole et Projets de Réformes**, par MM. Schelle et Grimaux.

Clermont-Ferrand, Imprimerie L. BELLET. — 4699.







206\$07962797